



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DES BOUCHES-DU-RHÔNE

DIRECTION DES COLLECTIVITÉS LOCALES
ET DU CADRE DE VIE

Marseille, le

22 AOUT 2006

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Dossier suivi par : Monsieur MAJCICA

☎ 04.91.15.62.66.

EM/BN

N° 128-2006 A

Arrêté portant changement d'exploitant des installations de traitement de déchets industriels solides, liquides et pâteux par voie d'incinération situées à ROGNAC au profit de la Société SOLAMAT MEREX et fixant des prescriptions complémentaires

**LE PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE, ALPES, CÔTE D'AZUR,
PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,**

Vu le Code de l'Environnement et notamment le Titre 1^{er} de son Livre II et le Titre 1^{er} de son Livre V,

Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié,

Vu le décret n° 96-1010 du 19 novembre 1996 relatif aux appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible,

Vu le décret n° 99-1046 du 13 décembre 1999 relatif aux équipements sous-pression,

Vu l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 relatif à la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation des installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion

Vu l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993 concernant la protection contre la foudre de certaines installations classées,

Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées,

Vu le rapport du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement en date du 7 juillet 2006,

Vu l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques du 27 juillet 2006,

Considérant que la Société SARP Industries Rhône Alpes Méditerranée, exploitant de huit centres de traitement de déchets industriels dangereux situés sur les communes de FOS-SUR-MER et ROGNAC, a été scindée en quatre, le 1^{er} janvier 2006,

Considérant qu'il s'ensuit que la Société SOLAMAT MEREX a repris l'exploitation des installations de traitement desdits déchets, situées à ROGNAC,

Considérant par ailleurs qu'au vu du bilan décennal de fonctionnement remis par l'établissement, le 28 avril 2006, la Société SOLAMAT MEREX a proposé la mise en place d'un système de refroidissement des gaz en sortie du four, afin d'améliorer le traitement du mercure dans les fumées,

Considérant dès lors qu'il convient de fixer de nouvelles prescriptions pour tenir compte de cette installation de système de refroidissement et pour intégrer les prescriptions de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets dangereux,

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

ARRÊTE

TITRE 1- PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La Société SOLAMAT MEREX dont le siège social est situé Montée des Pins - B.P. n° 57 - 13340 ROGNAC est autorisée sous réserve du respect des prescriptions des actes antérieurs et complétées par celles du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de ROGNAC - Montée des Pins - B.P. n° 57 - 13340 ROGNAC, les installations détaillées dans les articles suivants.

ARTICLE 1.1.2. MODIFICATIONS ET COMPLÉMENTS APPORTES AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 96-130/72-1995 A du 18/07/1996 sont supprimées.
 Les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 30-2004 A du 16/07/2004 sont supprimées.
 Les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 145-2005 A du 10/10/2005 sont supprimées.

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 5-2006 A du 17/02/2006 sont supprimées.

ARTICLE 1.1.3. INSTALLATIONS NON VISÉES PAR LA NOMENCLATURE OU SOUMISES À DÉCLARATION

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou

inconvenients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Rubrique	Alinéa	AS, A, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
167	a)	A	Déchets pour alimentation de l'incinérateur de Fos sur Mer	Incinération				40 000	T/an
167	c)	A	Déchets industriels provenant d'installations classées : Traitement ou incinération	Incinération : 66 000 t/an dont huiles noires usagées 2 880 t/an				66 000 dont 2 880	T/an T/an
1432	2. a)	A	Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables	- Stockage réception liquide : 8 réservoirs d'une capacité globale de 1200m³ - Stockage exploitation liquides : 8 réservoirs de 60 m³ 2 citernes de 30 m³ des lignes d'injection directe Soit un volume total de 1740m³	Quantité totale équivalente de liquide inflammable	100	M³	1740	M³
1433	B-a)	A	Installations de mélange de liquides inflammables	Centrifugation de déchets liquides	Quantité totale équivalente de liquide inflammable	10	t	Capacité du réservoir amont : 150	M³
1434	2	A	Installation de chargement ou déchargement desservant un dépôt de liquides inflammables soumis à autorisation	4 postes de dépotage					
2799		A	Déchets provenant d'installations nucléaires de base						
2920	2-b)	A	Installations de réfrigération ou compression	4 compresseurs d'air : 440 kW 1 station de production de gaz inerte : 250 kW	Puissance absorbée	500	kW	690	kW

A (autorisation) ou AS (Autorisation avec Servitudes d'utilité publique) ou D (déclaration), NC (non classé).

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

L'établissement est classé "A" au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection des l'environnement.

ARTICLE 1.2.2. SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Les installations citées à l'article 1.2.1 ci-dessus sont reportées sur le plan de situation de l'établissement qui constitue l'annexe I du présent arrêté.

ARTICLE 1.2.3. AUTRES LIMITES DE L'AUTORISATION

La surface occupée par les installations, voies, aires de circulation, et plus généralement, la surface concernée par les travaux de réhabilitation à la fin d'exploitation reste inférieure à 2,5 ha.

ARTICLE 1.2.4. CONSISTANCE DES INSTALLATIONS AUTORISÉES

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

Une unité d'incinération comprenant :

Un four tournant pour déchets solides, pâteux et liquides, de 3 mètres de diamètre intérieur et de 10 mètres de longueur possédant une puissance thermique nominale de 16 MW. Sa capacité d'incinération est de 66 000 t/an avec une moyenne maximum de 60 000 t /an sur 5 ans.

Capacité annuelle en tonnes	Capacité horaire en tonnes	Pouvoir calorifique de référence
60 000 t	6,88 t/h	8 374 kJ/kg
66 000 t	7,57 t/h	7 612 kJ/kg

- une chaudière de récupération d'énergie sous forme de vapeur assurant le refroidissement des gaz de combustion
- une chambre de décantation et de post-combustion avec un dispositif d'extraction de mâche-fers
- un système d'injection, en partie basse de la chambre de post combustion du four de déchets liquides
- une unité de traitement des gaz de combustion comprenant :
 - une installation de neutralisation
 - un filtre à manches à décolmatage automatique,
- un ventilateur d'extraction des gaz de combustion,
- une section d'analyse des gaz,
- une cheminée de 60 mètres de hauteur,

Des stockages comprenant :

- Stockage "réception" :
 - 8 réservoirs représentant 1200 m³ de capacité globale
- Stockage "exploitation" :
 - 6 réservoirs de déchets liquides de 60 m³ chacun
 - 1 réservoir de FOD et/ou de déchet liquides de 60 m³ avec son poste de dépotage associé

- 1 réservoir de soude et/ou de déchet liquides de 60 m³ avec son poste de dépotage associé
- Stockage des déchets solides et pâteux :
 - Stockage pâteux sud jouxtant le four et séparé de celui ci par un mur coupe feu de 10 m de haut et réservé à l'alimentation directe de l'incinérateur en déchets solides et pâteux. Ce stockage, implanté sous abri et bardé latéralement, comprend 3 bassins d'une capacité globale de 410 m³
 - Bassin 31 (1500 m³) : séparation des liquides chargés
 - Bassin 33 (1500 m³) : séparation des liquides chargés.

Postes de dépotage pour camions :

- 2 lignes distinctes d'injection directe au four depuis leur conteneur(maxima 2 citernes de 30 m³ chacune) :
 - l'une, sous poussée de gaz inerte,
 - l'autre, sous réchauffage à la vapeur et pompage.
- 2 postes de dépotage "centraux" qui alimentent les stockages "réception" et "exploitation"
- 1 poste de dépotage "ouest" qui alimente le stockage "exploitation"
- 1 poste de dépotage "sud" qui alimente un réservoir de 40 m³ directement reliée au four d'incinération
- 2 postes par gravité pour les bassins 31 et 33.

Unité de centrifugation :

Cette unité, d'une capacité de 8 t/heure, constituée de deux lignes indépendantes mais interconnectables, a pour but de séparer, dans des mélanges divers, les 3 phases constituées par l'eau, les hydrocarbures et les sédiments, de façon à diriger chacune d'elles vers le point de traitement approprié, à savoir : la phase aqueuse vers le four d'incinération ou la chambre de postcombustion, les sédiments chargés vers l'incinérateur, les hydrocarbures récupérés comme soutien à la combustion.

Installations connexes :

- Local utilités : compresseurs d'air, groupe électrogène et production d'azote
- Unité de dé ferrailage des mâchefers
- Stockage des produits conditionnés pour incinération directe
- Une salle de contrôle
- Pomperie incendie avec centrale à mousse et réserve d'eau
- Un laboratoire d'analyse
- Un atelier de maintenance avec vestiaires
- Bâtiment administratif et restaurant d'entreprise
- Magasin avec stockage de FOD pour engins de 2 m³ et rétention intégrée.

CHAPITRE 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

CHAPITRE 1.4 DUREE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.4.1 DURÉE DE L'AUTORISATION

La présente autorisation cesse de produire effet lorsque l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

CHAPITRE 1.5 PÉRIMÈTRE D'ÉLOIGNEMENT

ARTICLE 1.5.1 DÉFINITION DES ZONES DE PROTECTION

Des zones de protection contre les effets d'un accident majeur sont définies pour des raisons de sécurité autour de l'établissement.

La zone 1 est celle où il convient en pratique de ne pas augmenter le nombre de personnes présentes par de nouvelles implantations hors de l'activité engendrant cette zone, des activités connexes et industrielles mettant en œuvre des produits ou des procédés de nature voisine et à faible densité d'emploi.

Cette zone n'a pas vocation à la construction ou à l'installation d'autres locaux nouveaux habités ou occupés par des tiers ou des voies de circulation nouvelles autres que celles nécessaires à la desserte et à l'exploitation des installations industrielles.

La zone 2 est celle où seule une augmentation aussi limitée que possible des personnes, liées à de nouvelles implantations peut être admise.

Cette zone n'a pas vocation à la construction ou à l'installation de nouveaux établissements recevant du public : immeubles de grande hauteur, aires de sport ou d'accueil du public sans structure, aires de camping ou de stationnement de caravanes, de nouvelles voies à grande circulation dont le débit est supérieur à 2000 véhicules par jour ou voies ferrées ouvertes à un trafic de voyageurs.

Dans le cadre du présent arrêté, ces définitions n'entraînent des obligations que pour l'exploitant à l'intérieur de l'enceinte de son établissement.

ARTICLE 1.5.2 OBLIGATIONS DE L'EXPLOITANT

L'exploitant respecte à l'intérieur de l'enceinte de son établissement les distances et les types d'occupation définis au précédent article. En particulier, il n'affecte pas les terrains situés dans l'enceinte de son établissement à des modes d'occupation contraires aux définitions précédentes.

L'exploitant transmettra au Préfet les éléments nécessaires à l'actualisation des documents visés à l'article 3 du décret du 21 septembre 1977 susvisé. Ces éléments porteront sur :

- les modifications notables susceptibles d'intervenir à la périphérie de ses installations,

- les projets de modifications de ses installations. Ces modifications pourront éventuellement entraîner une révision des zones de protection mentionnées précédemment.

CHAPITRE 1.4 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITE

ARTICLE 1.6.1 PORTER A CONNAISSANCE

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande

d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

ARTICLE 1.6.2 MISE A JOUR DE L'ETUDE DE DANGERS

L'étude des dangers est actualisée à l'occasion de toute modification importante soumise ou non à une procédure d'autorisation. Ces compléments sont systématiquement communiqués au préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

L'étude de dangers est révisée au plus tard tous les cinq ans ou lors de toute évolution des procédés mis en œuvre ou du mode d'exploitation de l'installation.

ARTICLE 1.6.3 EQUIPEMENT ABANDONNES

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

ARTICLE 1.6.4 TRANSFERT SUR UN AUTRE EMPLACEMENT

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou déclaration.

ARTICLE 1.6.5 CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitant.

ARTICLE 1.6.6 CESSATION D'ACTIVITE

En cas d'arrêt définitif d'une installation classée, l'exploitant doit remettre son site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Au moins un mois avant la mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au Préfet la date de cet arrêt. La notification doit être accompagnée d'un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation, ainsi qu'un mémoire sur les mesures prises ou prévues pour la remise en état du site et comportant notamment :

1. l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et des déchets présents sur le site,
2. des interdictions ou limitations d'accès au site,
3. la suppression des risques d'incendie et d'explosion,
4. la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

CHAPITRE 1.7 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative :

- 1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;
- 2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.511-1, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

CHAPITRE 1.8 ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, INSTRUCTIONS APPLICABLES

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous :

Dates	Textes
29/07/05	Arrêté fixant le formulaire de suivi des déchets dangereux mentionnés à l'article 4 du décret n° 2005-635 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets
30/05/05	Décret n° 2005-635 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets
29/06/04	Arrêté du 29 juin 2004 relatif au bilan de fonctionnement prévu par le décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié
20/09/02	Arrêté du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets dangereux
18/04/02	Décret n° 2002-540 du 18 avril 2002 relatif à la classification des déchets
25/07/97	Arrêté du 25 juillet 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2910

23/01/97	Arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.
28/01/93	Arrêté et circulaire du 28 janvier 1993 concernant la protection contre la foudre de certaines installations classées.
10/07/90	Arrêté du 10 juillet 1990 modifié relatif à l'interdiction des rejets de certaines substances dans les eaux souterraines.
09/11/89	Circulaire et instruction du 9 novembre 1989 relatives aux dépôts anciens de liquides inflammables.
04/09/87	Arrêté du 9 septembre 1987 relatif à l'utilisation des PCB et PCT.
31/03/80	Arrêté du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion.
05/07/77	Arrêté du 5 juillet 1977 relatif aux visites et examens approfondis périodiques des installations consommant de l'énergie thermique.
20/06/75	Arrêté du 20 juin 1975 relatif à l'équipement et à l'exploitation des installations thermiques en vue de réduire la pollution atmosphérique et d'économiser l'énergie.
09/11/72	Arrêté du 9 novembre 1972 relatif à l'aménagement et l'exploitation de dépôts d'hydrocarbures liquéfiés.

CHAPITRE 1.9 RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

TITRE 2- GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 2.1.1. OBJECTIFS GÉNÉRAUX

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leur caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;

- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.

ARTICLE 2.1.2. CONSIGNES D'EXPLOITATION

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 2.1.3. CONDITIONS D'ADMISSION DES DECHETS INCINERES

Les déchets proviendront prioritairement de la région PACA et des régions voisines, puis de l'ensemble du territoire national. Le site pourra traiter des déchets provenant des pays de l'Union Européenne ainsi que ceux signataires de la Convention de Bâle dans la limite de 9000 tonnes par an.

Les déchets industriels codifiés suivant l'annexe II du décret n° 2002-540 du 18 avril 2002 admissibles sur le site constituent l'annexe II du présent arrêté.

Déchets interdits :

- déchets radioactifs,
- déchets d'activités de soins autres que ceux classés en 18 01 06/07/08/09 et en 18 02 05/06/07/08,
- déchets explosifs, issus notamment des industries pyrotechniques, et des munitions, y compris à charge chimique,
- déchets contenant plus de 50 ppm de PCB,
- déchets chlorés ou halogénés contenant plus de 10% en poids de chlore ou d'halogène organique,
- déchets soufrés contenant plus de 5% en poids de soufre organique (à l'exclusion des phytosanitaires).

a) Détermination de la masse des déchets

L'exploitant détermine la masse de chaque catégorie de déchets avant d'accepter de réceptionner les déchets dans l'installation. A cette fin, un pont-bascule muni d'une imprimante, ou tout autre dispositif équivalent, doit être installé à l'entrée du site. Sa capacité doit être d'au moins 50 tonnes.

b) Equipements de contrôle des déchets admis

Une aire d'attente intérieure doit être aménagée pour permettre le stationnement des véhicules durant les contrôles d'admission des déchets précisés au e) de cet article. Les conditions d'accès des véhicules de lutte contre l'incendie sont prises en compte dans l'aménagement de l'installation.

Un équipement de détection de la radioactivité doit permettre le contrôle des déchets admis.

c) Information préalable

Avant d'admettre un déchet dans son installation, l'exploitant doit demander au producteur de déchets ou, à défaut, au détenteur une information préalable. Cette information préalable précise pour chaque type de déchet :

- la provenance, et notamment l'identité et l'adresse exacte du producteur ;
- les opérations de traitement préalable éventuellement réalisées sur le déchet ;
- la composition chimique principale du déchet ainsi que toutes les informations permettant de déterminer s'il est apte à subir le traitement d'incinération prévu ;
- les teneurs en PCB, chlore, fluor, soufre, métaux lourds et PCP si connues et en toute autre substance faisant l'objet d'une valeur limite d'admission dans le présent arrêté préfectoral ;
- les modalités de la collecte et de la livraison ;
- les risques inhérents aux déchets, les substances avec lesquelles ils ne peuvent pas être mélangés, les précautions à prendre lors de leur manipulation ;
- et toute information pertinente pour caractériser le déchet en question.

L'exploitant peut, au vu de cette information préalable, solliciter des informations complémentaires sur le déchet dont l'admission est sollicitée et refuser, s'il le souhaite, d'accueillir le déchet en question.

Il peut, le cas échéant, solliciter l'envoi d'un ou plusieurs échantillons représentatifs du déchet et réaliser ou faire réaliser, à la charge du producteur ou du détenteur, selon les termes définis avec lui, toute analyse pertinente pour caractériser le déchet.

d) Certificat d'acceptation préalable

L'exploitant se prononce alors, au vu des informations ainsi communiquées par le producteur ou le détenteur et d'analyses pertinentes réalisées par ces derniers, lui-même ou tout laboratoire compétent, sur sa capacité à traiter le déchet en question dans les conditions fixées par le présent arrêté. Il délivre à cet effet soit un certificat d'acceptation préalable, soit un refus de prise en charge.

Le certificat d'acceptation préalable consigne les informations contenues dans l'information préalable à l'admission ainsi que les résultats des analyses effectuées sur un échantillon représentatif du déchet. Outre les analyses relatives aux paramètres faisant l'objet de critères d'admission, les tests suivants sont réalisés :

- la composition chimique principale du déchet brut ;
- la teneur en PCB-PCP (selon origine du déchet) ;
- la teneur en chlore, fluor, soufre, métaux lourds ;
- le pouvoir calorifique supérieur.

Un déchet ne peut être admis dans l'installation qu'après délivrance par l'exploitant au producteur d'un certificat d'acceptation préalable. Cette acceptation préalable a une validité d'un an et doit être conservée au moins un an de plus par l'exploitant. L'ensemble des acceptations préalables adressées pour les déchets admis sur un site fait l'objet d'un registre chronologique détaillé qui est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées le recueil des informations préalables qui lui ont été adressées et précise dans ce recueil les raisons pour lesquelles il a refusé l'admission d'un déchet.

Le renouvellement annuel d'un certificat d'acceptation est effectué sur la base de l'historique des analyses chimiques d'admission et sur les informations complémentaires éventuelles communiquées par les producteurs à cette occasion.

e) Contrôles d'admission

A l'arrivée sur le site, et avant déchargement, toute livraison de déchet fait l'objet de la prise d'au moins deux échantillons représentatifs du déchet et d'une vérification :

- de l'existence d'un certificat d'acceptation préalable ;
- le cas échéant, de la présence d'un bordereau de suivi établi en application des dispositions de l'arrêté du 30 mai 2005 susvisé ;
- le cas échéant, de la présence des documents exigés aux termes du règlement du (CEE) n° 259/93 du Conseil du 1er février 1993 concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'entrée de la Communauté Européenne ;
- d'une pesée du chargement ;
- de la teneur du chlore, fluor, soufre, métaux lourds si détectés de manière significative, PCB et PCP (selon l'origine du déchet) ;
- du pouvoir calorifique,
- de l'analyse de tout autre paramètre d'admission fixé par le présent arrêté ;
- du contrôle de l'absence de radioactivité.

Un des échantillons est conservé au moins trois mois à la disposition de l'inspection des installations classées dans des conditions de conservation et de sécurité adéquates.

En cas de non-conformité avec le certificat d'acceptation préalable ou avec les règles d'admission dans l'installation, le chargement doit être refusé. Dans ce cas, l'inspection des installations classées est prévenue sans délai.

Lorsque les déchets sont livrés conditionnés, un contrôle de tout chargement individualisé arrivant sur le site est impératif.

Dans le cas particulier des huiles usagées, compte tenu de la composition de ces déchets, les conditions suivantes sont appliquées pour l'exploitant :

- effectuer des analyses systématiques des lots d'huiles usagées destinés à être éliminés afin de mesurer la teneur en PCB ;
- refuser tout lot d'huiles usagées présentant une teneur en PCB supérieure à 50 ppm (mg/kg) ;
- effectuer des prises d'échantillon suivant un rythme aléatoire de une pour 40 camions avec un minimum de une par mois ;
- contrôler la teneur en cadmium, mercure et thallium.

f) Registres d'admission et de refus d'admission

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un registre d'admission où il consigne, pour chaque véhicule apportant des déchets :

- le tonnage et la nature des déchets ;
- le lieu de provenance et l'identité du producteur ou, à défaut, du détenteur ;
- la date et l'heure de la réception ;
- l'identité du transporteur ;
- le numéro d'immatriculation du véhicule ;
- le résultat des contrôles d'admission définis plus haut.

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un registre de refus d'admission où il note toutes les informations disponibles sur la quantité, la nature et la provenance des déchets qu'il n'a pas admis, en précisant les raisons du refus.

L'exploitant reporte également sur le registre d'admission, ou sur un registre complémentaire qui lui est précisément rattaché, les résultats de toutes les analyses effectuées sur les déchets admis sur son site. L'absence de ces informations doit conduire au refus de la livraison.

ARTICLE 2.1.4. CONDITIONS DE TRAITEMENT DES DECHETS

a) Qualité des résidus

L'installation d'incinération sont exploitées de manière à atteindre un niveau d'incinération tel que la teneur en carbone organique total (COT) des cendres et mâchefers soit inférieure à 3 % du poids sec de ces matériaux ou que leur perte au feu soit inférieure à 5 % de ce poids sec.

b) Conditions de combustion

L'installation d'incinération est conçue, équipée, construite et exploitée de manière à ce que, même dans les conditions les plus défavorables que l'on puisse prévoir, les gaz résultant du processus soient portés, après la dernière injection d'air de combustion, d'une façon contrôlée et homogène, à une température de 850 °C pendant deux secondes, mesurée à proximité de la paroi interne de la chambre de post combustion. S'il s'agit de déchets dangereux ayant une teneur en substances organiques halogénées, exprimée en chlore, supérieure à 1 %, la température doit être amenée à 1100 °C pendant au moins deux secondes.

c) Brûleurs d'appoint

La ligne d'incinération devra être équipée d'au moins un brûleur d'appoint, lequel doit s'enclencher automatiquement lorsque la température des gaz de combustion tombe en dessous de 850° C ou de 1100° C, selon le cas, après la dernière injection d'air de combustion. Ces brûleurs sont aussi utilisés dans les phases de démarrage et d'extinction afin d'assurer en permanence la température de 850 °C ou de 1100 °C, selon le cas, pendant lesdites phases et aussi longtemps que des déchets non brûlés se trouvent dans la chambre de combustion.

Lors du démarrage et de l'extinction, ou lorsque la température des gaz de combustion tombe en dessous de 850 °C ou de 1100 °C, selon le cas, les brûleurs d'appoint ne sont pas alimentés par des combustibles pouvant provoquer des émissions plus importantes que celles qu'entraînerait la combustion de gazole, de gaz liquide ou de gaz naturel.

d) Conditions de l'alimentation en déchets

L'installation d'incinération possède et utilise un système automatique qui empêche l'alimentation en déchets :

- pendant la phase de démarrage, jusqu'à ce que la température de 850 °C ou 1100 °C, selon le cas, ait été atteinte ;
- chaque fois que la température de 850° C ou 1100 °C, selon le cas, n'est pas maintenue ;
- chaque fois que les mesures en continu prévues par l'article 28 de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 montrent qu'une des valeurs limites d'émission est dépassée en raison d'un dérèglement ou d'une défaillance des systèmes d'épuration.

CHAPITRE 2.2 RESERVES DE PRODUITS OU MATIERES CONSOMMABLES

ARTICLE 2.2.1. RESERVES DE PRODUITS

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation notamment charbon actif), liquides inhibiteurs, produits absorbants...

CHAPITRE 2.3 INTEGRATION DANS LE PAYSAGE

ARTICLE 2.3.1. PROPRETE

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

L'exploitant assure la propreté des voies de circulation, en particulier à la sortie de l'installation, et veille à ce que les véhicules sortant de l'installation ne puissent pas conduire au dépôt de déchets sur les voies publiques d'accès au site.

ARTICLE 2.3.2. ESTHETIQUE

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement,...).

L'ensemble du site doit être maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus. Lorsqu'ils relèvent de la responsabilité de l'exploitant, les abords de l'installation, comme par exemple l'entrée du site ou d'éventuels émissaires de rejets, sont l'objet d'une maintenance régulière.

CHAPITRE 2.4 DANGER OU NUISANCES NON PREVENUS

Tout danger ou nuisance non susceptibles d'être prévenus par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

CHAPITRE 2.5 INCIDENTS OU ACCIDENTS

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Il précisera également toutes les mesures prises à titre conservatoire.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 2.6 DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivant :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour,

- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

TITRE 3- PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 3.1.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter "les émissions à l'atmosphère", y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et de la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, (au-delà de 4h consécutives ou 60h cumulées sur une année) l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant les installations concernées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

ARTICLE 3.1.2. POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne devraient être tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

L'exploitant disposera d'un dispositif de mesure et d'enregistrement des paramètres de vitesse, de direction du vent ainsi que de la température.

ARTICLE 3.1.3. ODEURS

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Les dispositions nécessaires sont prises pour éviter en toute circonstance, l'apparition de conditions d'anaérobiose dans des bassins de stockage ou de traitement ou dans des canaux à ciel ouvert. Les bassins, canaux, stockages et traitement des boues susceptibles d'émettre des odeurs sont couverts autant que possible et si besoin ventilés.

Les émissions odorantes provenant des stockages feront l'objet d'un traitement par captation ou procédé de filtration.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de permettre une meilleure prévention des nuisances.

ARTICLE 3.1.4. VOIES DE CIRCULATION

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin,
 - les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
 - des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

ARTICLE 3.1.5. EMISSIONS ET ENVOLS DE POUSSIÈRES

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).

CHAPITRE 3.2 CONDITIONS DE REJET

ARTICLE 3.2.1. DISPOSITIONS GENERALES

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit.

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont dans toute la mesure du possible collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets.

a) Forme des conduits

La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, doit être conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. L'emplacement de ces conduits doit être tel qu'il ne puisse à aucun moment y avoir siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne doivent pas présenter de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché doit être continue et lente.

b) Calcul de la hauteur de cheminée

La hauteur de la cheminée (différence entre l'altitude du débouché à l'air libre et l'altitude moyenne du sol à l'endroit considéré) exprimée en mètres est déterminée, d'une part, en fonction du niveau des émissions de polluants à l'atmosphère, d'autre part, en fonction de l'existence d'obstacles susceptibles de gêner la dispersion des gaz et de l'environnement de l'installation. Ce calcul est réalisé conformément aux articles 53 à 56 de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé.

c) Vitesse d'éjection des gaz

La vitesse d'éjection des gaz en marche continue maximale doit être au moins égale à 12 m/s. La cheminée d'évacuation des gaz a une hauteur de 60 m.

d) Plate-forme de mesure

Afin de permettre la détermination de la composition et du débit des gaz de combustion rejetés à l'atmosphère, une plate-forme de mesure fixe sera implantée sur la cheminée ou sur un conduit de l'installation de traitement des gaz. Les caractéristiques de cette plate-forme doivent être conformes à la norme NF X 44052.

Cette plate-forme doit permettre d'implanter des points de mesure dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

La dilution des rejets atmosphériques est interdite.

ARTICLE 3.2.2. CONDITIONS GENERALES DE REJET

	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit maximal en Nm ³ /h	Vitesse mini d'éjection en m/s
Cheminée Four	60	2	50 000	12

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

ARTICLE 3.2.3. VALEURS LIMITES DES CONCENTRATIONS DANS LES REJETS ATMOSPHERIQUES

Les rejets issus de l'installation doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur à 11% en O₂ sur gaz secs.

	Valeur en moyenne/jour mg/Nm ³	Valeur en moyenne sur 1/2 h mg/Nm ³	Flux moyen maximal en kg / j
Concentration en O ₂ de référence	11 %	11 %	
Poussières	10	30	3000
SO ₂	50	200	20 000
NO _x en équivalent NO ₂	200 *	400 *	88 000
CO	50 ⁽¹⁾		22 000
HCl	10	60	4 000
HF	1 ⁽²⁾	4 ⁽²⁾	800
COT	10	20	4000

(1) au moins 95 % des moyennes CO sur 10 minutes doivent être inférieures à 150 mg/Nm³ ou 100 mg/Nm³ de gaz de combustion dans toutes les mesures correspondant à des valeurs moyennes calculées sur une demi-heure au cours d'une période de vingt-quatre heures.

(2) 2 mesures par an seront au moins effectuées.

	Valeur pour la période d'échantillonnage	Flux maximal
Dioxines et furannes (en ng/Nm ³)	0,1 ng/Nm ³	0,04 g/an
Cadmium et ses composés, exprimés en cadmium (Cd) + thallium et ses composés, exprimés en thallium (Tl)	0,05 mg/Nm ³	40 kg/an
Mercurure et ses composés, exprimés en mercure (Hg)	0,05 mg/Nm ³	
Total des autres métaux lourds (Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V)	0,05 mg/Nm ³	200 kg/an

La concentration en dioxine et furannes est définie comme la somme des concentrations en dioxine et furannes déterminée selon les indications de l'annexe III de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération de déchets dangereux.

La méthode de mesure employée pour les dioxines et furannes est la moyenne mesurée sur une période d'échantillonnage de six heures minimum et de huit heures maximum.

ARTICLE 3.2.4. CONDITIONS DE RESPECT DES VALEURS LIMITES DE REJET DANS L'AIR

Les valeurs limites d'émission sont respectées si :

- aucune des moyennes journalières mesurées ne dépasse les limites d'émission fixées à l'article 3.2.3 pour le monoxyde de carbone et pour les poussières totales, les substances organiques à

- l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT), le chlorure d'hydrogène, le fluorure d'hydrogène, le dioxyde de soufre et les oxydes d'azote ;
- aucune des moyennes sur une demi-heure mesurées pour les poussières totales, les substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total, le chlorure d'hydrogène, le fluorure d'hydrogène, le dioxyde de soufre et les oxydes d'azote, ne dépasse les valeurs limites définies à l'article 3.2.4 ;
 - aucune des moyennes mesurées sur la période d'échantillonnage prévue pour le cadmium et ses composés ainsi que le thallium et ses composés, le mercure et ses composés, le total des autres métaux (Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V), les dioxines et furannes, ne dépasse les valeurs limites définies à l'article 3.2.4. ;
 - 95 % de toutes les moyennes mesurées sur dix minutes pour le monoxyde de carbone sont inférieures à 150 mg/m³ ; ou aucune mesure correspondant à des valeurs moyennes calculées sur une demi-heure au cours d'une période de 24 heures ne dépasse 100 mg/m³.

Les moyennes déterminées pendant les périodes visées à l'article 10 de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 ne sont pas prises en compte pour juger du respect des valeurs limites.

Les moyennes sur une demi-heure et les moyennes sur dix minutes sont déterminées pendant la période de fonctionnement effectif (à l'exception des phases de démarrage et d'extinction, lorsque aucun déchet n'est incinéré) à partir des valeurs mesurées après soustraction de l'intervalle de confiance à 95 % sur chacune de ces mesures. Cet intervalle de confiance ne doit pas dépasser les pourcentages suivants des valeurs limites d'émission définies à l'article 3.2.4 :

- Monoxyde de carbone : 10 % ;
- Dioxyde de soufre : 20 % ;
- Dioxyde d'azote : 20 % ;
- Poussières totales : 30 % ;
- Carbone organique total : 30 % ;
- Chlorure d'hydrogène : 40 % ;
- Fluorure d'hydrogène : 40 %.

Les moyennes journalières sont calculées à partir de ces moyennes validées.

Pour qu'une moyenne journalière soit valide, il faut que, pour une même journée, pas plus de cinq moyennes sur une demi-heure n'aient dû être écartées pour cause de mauvais fonctionnement ou d'entretien du système de mesure en continu. Dix moyennes journalières par an peuvent être écartées au maximum pour cause de mauvais fonctionnement ou d'entretien du système de mesure en continu.

Les résultats des mesures réalisées pour vérifier le respect des valeurs limites d'émission définies à l'article 3.2.4 sont rapportés aux conditions normales de température et de pression, c'est-à-dire 273 K, pour une pression de 101,3 kPa, avec une teneur en oxygène de 11 % sur gaz sec. Lorsque les émissions de substances polluantes sont réduites par un traitement des gaz de combustion, la valeur mesurée pour une substance polluante donnée n'est rapportée à la teneur en oxygène précisée plus haut que si celle-ci, mesurée au cours de la même période que la substance polluante concernée, dépasse la teneur standard en oxygène.

TITRE 4- PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

CHAPITRE 4.1 PRELEVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

ARTICLE 4.1.1. ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU

L'eau est exclusivement fourni via les réseaux de la Société des Eaux de Marseille et de SHELL.

ARTICLE 4.1.2. CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS DE PRELEVEMENT D'EAUX

Les installations de prélèvements d'eau sur le réseaux de la Société des Eaux de Marseille sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j et hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé.

ARTICLE 4.1.3. PROTECTION DES RÉSEAUX D'EAU POTABLE ET DES MILIEUX DE PRÉLÈVEMENT

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bac de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.

CHAPITRE 4.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

ARTICLE 4.2.1. DISPOSITIONS GENERALES

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu aux chapitres 4.2 et 4.3 ou non conforme à leurs dispositions est interdit.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents.

ARTICLE 4.2.2. PLAN DES RESEAUX

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, l'implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire,...)
- les secteurs collectés et les réseaux associés
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)
- les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

ARTICLE 4.2.3. ENTRETIEN ET SURVEILLANCE

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Les canalisations de transport de substances et préparations dangereuses à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

ARTICLE 4.2.4. PROTECTION DES RESEAUX INTERNES À L'ETABLISSEMENT

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

ARTICLE 4.2.4.1. PROTECTION CONTRE DES RISQUES SPÉCIFIQUES

Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

ARTICLE 4.2.4.2. ISOLEMENT AVEC LES MILIEUX

Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

CHAPITRE 4.3 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'EPURATION ET LEURS CARACTERISTIQUES DE REJET AU MILIEU

ARTICLE 4.3.1. IDENTIFICATION DES EFFLUENTS

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

-Eaux résiduairees polluées :

- eaux résiduairees polluées,
- écoulement accidentels de produits récupérés dans les puisards prévus à cet effet,

-Autres eaux résiduairees :

- purges de déconcentration de la chaudière,
- eaux récupérées sur les aires de travail et de circulation (essentiellement pluviales).

ARTICLE 4.3.2. COLLECTE DES EFFLUENTS

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyens de respecter les valeurs seuils de rejets fixés par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la nappe d'eau souterraine ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

Les eaux résiduaires polluées sont isolées et traitées dans une installation autorisée.

Les eaux pluviales sont évacuées vers un décanteur/déshuileur puis vers le bassin de confinement du site d'un volume de 2 400 m³.

ARTICLE 4.3.3. GESTION DES OUVRAGES : CONCEPTION, DYSFONCTIONNEMENT

La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).

ARTICLE 4.3.4. ENTRETIEN ET CONDUITE DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT

Sans objet.

ARTICLE 4.3.5. LOCALISATION DU POINT DE REJET VISE PAR LE PRESENT ARRÊTÉ

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	A l'entrée Sud du site
Nature des effluents	Autres eaux résiduaires
Débit maximal	Rejet par batch
Traitement avant rejet	Décanteur / Déshuileur
Conditions de raccordement	Collecteur pluvial communal

ARTICLE 4.3.6. CONCEPTION, AMENAGEMENT ET EQUIPEMENT DES OUVRAGES DE REJET

ARTICLE 4.3.6.1. CONCEPTION

Les points de rejet dans le milieu aquatique naturel des effluents aqueux traités et des eaux de ruissellement non polluées doivent être en nombre aussi réduit que possible. Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur. Ils doivent être aménagés de manière à réduire autant que possible les perturbations apportées au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci et à ne pas gêner la navigation.

ARTICLE 4.3.6.2. AMENAGEMENT

4.3.6.2.1. Aménagement des points de prélèvements

Sur chaque canalisation de rejet d'effluents doivent être prévus un point de prélèvement d'échantillons et un point de mesure (débit, température, concentration en polluant, etc).

Ils doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les points de mesure et les points de prélèvement d'échantillons doivent pouvoir être équipés des appareils nécessaires pour effectuer les mesures prévues à l'article 29 de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 dans des conditions représentatives.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet externe vers le milieu récepteur.

4.3.6.2.2 Section de mesure

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

ARTICLE 4.3.7. CARACTERISTIQUES GENERALES DE L'ENSEMBLE DES REJETS

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température : < 30°C
- pH : compris entre 6 et 9.

ARTICLE 4.3.8. VALEURS LIMITES D'EMISSION DES EAUX EN AVAL DU BASSIN DE CONFINEMENT

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration et flux ci- dessous définies.

Référence du rejet vers le milieu récepteur :

Paramètres	Concentrations maximale mg/l
MEST	30
DBO ₅	30
DCO	90
Hydrocarbures totaux	10
Indices Phénols	0,2
Ensemble des métaux lourds	5

Ces eaux pluviales, si elles s'avéraient polluées, seraient traitées comme des déchets (incinérateur du site ou centre autorisé).

ARTICLE 4.3.9. VALEURS LIMITES D'ÉMISSION ²⁴ DES EAUX DOMESTIQUES

Les eaux domestiques sont traitées et évacuées par fosse septique et dispersion dans les sols conformément aux règlements en vigueur.

TITRE 5- DÉCHETS

CHAPITRE 5.1 PRINCIPES DE GESTION

ARTICLE 5.1.1. LIMITATION DE LA PRODUCTION DE DÉCHETS

L'exploitant doit s'assurer que toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de l'installation sont prises pour permettre une bonne gestion des déchets issus de ses activités, selon les meilleures techniques disponibles à un coût économiquement acceptable en s'appuyant, le cas échéant, sur les documents de référence. En particulier, l'analyse des effets directs et indirects, temporaires et permanents de l'installation sur l'environnement et sur la santé doit présenter une description des mesures prévues pour :

- limiter à la source la quantité et la toxicité des déchets produits, notamment en ce qui concerne les résidus de l'incinération ;
- faciliter le recyclage et l'utilisation des déchets, si cela est possible et judicieux du point de vue de la protection de l'environnement ;
- s'assurer, à défaut, du traitement ou du prétraitement des déchets pour en extraire la plus grande part valorisable ou en réduire les dangers potentiels.

ARTICLE 5.1.2. SEPARATION DES DECHETS

Les déchets et les différents résidus produits doivent être entreposés séparément avant leur utilisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. Les mâchefers doivent en particulier être refroidis.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets dangereux, doivent être réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et être protégés des eaux météoriques.

ARTICLE 5.1.3. CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS INTERNES DE TRANSIT DES DECHETS

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. En particulier, les aires de transit de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

ARTICLE 5.1.4. DECHETS TRAITES OU ELIMINES A L'EXTÉRIEUR DE L'ETABLISSEMENT

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts. Il s'assure que les installations visées à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

La teneur en carbone organique total ou la perte au feu des mâchefers est vérifiée au moins une fois par mois et un plan de suivi de ce paramètre est défini.

ARTICLE 5.1.5. TRANSPORT

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 30 mars 2005 relatif au contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances.

Les opérations de transport de déchets doivent respecter les dispositions du décret n° 98-679 du 30 juillet 1998 relatif au transport par route au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le transport des résidus d'incinération entre le lieu de production et le lieu d'utilisation ou d'élimination doit se faire de manière à éviter tout envol de matériau, notamment dans le cas de déchets pulvérulents.

L'exploitant tiendra en particulier une comptabilité précise des tonnages de résidus d'incinération produits, s'ils font l'objet d'un entreposage spécifique, en distinguant notamment :

- les mâchefers ;
- les métaux ferreux extraits des mâchefers ;
- le cas échéant, les métaux non ferreux extraits des mâchefers,
- les résidus d'épuration des fumées de l'incinération des déchets constitués de :
 - déchets secs de l'épuration des fumées ;

-réfractaires usés ;

Dans le cas où un entreposage spécifique n'est pas possible pour certains des déchets mentionnés ci-dessus, l'exploitant le signale et indique dans sa comptabilité la nature des déchets concernés.

Il suit l'évolution des flux ainsi produits en fonction des quantités de déchets incinérés.

TITRE 6- PREVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

CHAPITRE 6.1 DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 6.1.1. AMENAGEMENTS

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du Titre I du Livre V du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

ARTICLE 6.1.2. VEHICULES ET ENGINS

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier doivent répondre aux dispositions du décret n° 95-79 du 23 janvier 1995 et des textes pris pour son application).

ARTICLE 6.1.3. APPAREILS DE COMMUNICATION

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênants pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

CHAPITRE 6.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES

ARTICLE 6.2.1. VALEURS LIMITES D'EMERGENCE

Niveau de bruit ambiant Existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible Pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible Pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A) et inférieur à 70 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

On appelle émergence la différence entre le niveau ambiant, établissement en fonctionnement et le niveau du bruit résiduel lorsque l'établissement est à l'arrêt.

On appelle zones à émergence réglementée :

- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date de l'autorisation et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse) ;
- les zones constructibles, définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date de l'autorisation ;
- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date de l'arrêté d'autorisation dans les zones constructibles définies ci-dessus et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

ARTICLE 6.2.2. NIVEAUX LIMITES DE BRUIT

Les niveaux de bruits à ne pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différents périodes de la journée :

PERIODES	PERIODE DE JOUR Allant de 7 h à 22 h, (sauf dimanches et jours fériés)	PERIODE DE NUIT Allant de 22 h à 7 h, (ainsi que les dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 dB(A)

Les valeurs ci-dessus doivent être minorées en tant que de besoin pour permettre le respect des valeurs fixées ci-dessus pour l'émergence.

En application de l'article 5 de l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement, l'exploitant fait réaliser tous les cinq ans, à ses frais, selon la méthode fixée à l'annexe du même arrêté, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées.

TITRE 7- PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

CHAPITRE 7.1 PRINCIPES DIRECTEURS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

CHAPITRE 7.2 CARACTERISATION DES RISQUES

ARTICLE 7.2.1. INVENTAIRE DES SUBSTANCES OU PRÉPARATIONS DANGEREUSES PRÉSENTES DANS L'ÉTABLISSEMENT

Les prescriptions du présent chapitre ne s'appliquent pas aux mélanges de substances sous forme de déchets définis par le Chapitre 1^{er} du Titre IV du Livre V du Code de l'Environnement. Seules les matières premières qui entrent dans le champ de la directive 67/548/CEE du 27 juin 1967 susvisée sont concernées.

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R.231-53 du Code du Travail.

L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour.

L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour.

Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours et de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 7.2.2. ZONAGE DES DANGERS INTERNES À L'ÉTABLISSEMENT

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou

utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

Ces zones sont reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans le P.O.I.

CHAPITRE 7.3 INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS

ARTICLE 7.3.1. ACCES ET CIRCULATION DANS L'ETABLISSEMENT

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté, conformément à l'arrêté du 18 août 1986.

L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.

Au moins deux accès de secours éloignés l'un de l'autre, et, le plus judicieusement placés pour éviter d'être exposés aux conséquences d'un accident, sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site (chemins carrossables,...) pour les moyens d'intervention.

ARTICLE 7.3.1.1. GARDIENNAGE ET CONTRÔLE DES ACCÈS

Toute personne étrangère à l'établissement ne doit pas avoir libre accès aux installations.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.

Le responsable de l'établissement prend toutes dispositions pour que lui-même ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité puisse être alerté et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin y compris durant les périodes de gardiennage.

Les parties de l'installation où sont entreposés et incinérés des déchets dangereux sont clôturées par un grillage en matériaux résistants d'une hauteur minimale de 2 mètres ou, à défaut, l'ensemble de l'installation. Un accès principal et unique doit être aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire et exceptionnel. Les issues ouvertes des installations d'entreposage et d'incinération de déchets doivent être surveillées et gardées pendant les heures d'exploitation. Elles sont fermées en dehors de ces heures.

ARTICLE 7.3.2. CARACTERISTIQUES MINIMALES DES VOIES

Les voies devront posséder des caractéristiques permettant la circulation des véhicules incendies.

ARTICLE 7.3.3. BATIMENTS ET LOCAUX

Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir s'opposer à la propagation d'un incendie.

Le sol des voies de circulation et de garage, des aires et des locaux d'entreposage ou de traitement des déchets doit être revêtu de béton, bitume ou de matériaux ayant un niveau d'étanchéité similaire et équipés de manière à pouvoir recueillir les eaux de lavage, les produits répandus accidentellement et les eaux d'extinction d'incendie éventuel.

Les bâtiments ou locaux susceptibles d'être l'objet d'une explosion sont suffisamment éloignés des autres bâtiments et unités de l'installation, ou protégés en conséquence.

La salle de contrôle et les locaux dans lesquels sont présents des personnels de façon prolongée, sont implantés et protégés vis à vis des risques toxiques, d'incendie et d'explosion.

A l'intérieur des ateliers, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

ARTICLE 7.3.4. INSTALLATIONS ELECTRIQUES - MISE A LA TERRE

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes françaises qui lui sont applicables.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle du paratonnerre éventuel.

Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.

Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectué au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport.

ARTICLE 7.3.4.1. ZONES À ATMOSPHÈRE EXPLOSIBLE

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980, portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion, sont applicables à l'ensemble des zones de risque d'atmosphère explosive de l'établissement. Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques.

Le matériel électrique mis en service à partir du 1er janvier 1981 est conforme aux dispositions des articles 3 et 4 de l'arrêté ministériel précité.

En outre, le matériel électrique installé dans des emplacements où des atmosphères explosibles peuvent se présenter, est conforme au décret n° 2002-1553 du 24 décembre 2002 relatifs aux dispositions concernant la prévention des explosions applicables aux lieux de travail et modifiant le chapitre II du Titre III du livre II du Code du Travail et aux arrêtés ministériels du 8 juillet 2003 relatif à la protection des travailleurs susceptibles d'être exposés à une atmosphère explosive (zonage) et du 28 juillet 2003 relatif aux conditions d'installation des matériels électriques dans les emplacements où des atmosphères explosives peuvent se présenter.

Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles.

ARTICLE 7.3.5. PROTECTION CONTRE LA Foudre

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à

la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993 susvisé.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre est vérifié tous les cinq ans. Une vérification est réalisée après travaux ou après impact de foudre dommageable, comme le prévoit l'article 3 de l'arrêté ministériel susvisé. Après chacune des vérifications, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées une déclaration de conformité signée par lui et accompagnée de l'enregistrement trimestriel du nombre d'impact issu du dispositif de comptage cité plus haut ainsi que de l'indication des dommages éventuels subis.

CHAPITRE 7.4 GESTION DE L'EXPLOITATION

ARTICLE 7.4.1. CONSIGNES D'EXPLOITATION DESTINEES A PREVENIR LES ACCIDENTS

Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement. (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites.

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.

ARTICLE 7.4.2. INTERDICTION DE FEUX

Il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention.

ARTICLE 7.4.3. FORMATION DU PERSONNEL

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien.

Cette formation comporte notamment :

- toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques et opérations de fabrication mises en œuvre,
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes,
- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité,
- un entraînement périodique à la conduite des unités en situation dégradée vis à vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci,
- une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger.

ARTICLE 7.4.4. TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE MAINTENANCE

Tous travaux d'extension, modification ou maintenance effectués par du personnel interne dans les installations ou à proximité des zones à risques sont réalisés après délivrance d'un permis de travail intégrant les dispositions de prévention à adopter.

Les travaux effectués par des personnes extérieures à la société seront réalisés conformément à la législation du travail et en particulier aux dispositions du décret du 20 février 1992 relatif à l'intervention des entreprises extérieures.

CHAPITRE 7.5 PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

ARTICLE 7.5.1. ORGANISATION DE L'ETABLISSEMENT

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.

Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 7.5.2. ETIQUETAGE DES SUBSTANCES ET PRÉPARATIONS DANGEREUSES

Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800 litres portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

A proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles, les symboles de danger ou les codes correspondant aux produits doivent être indiqués de façon très lisible.

ARTICLE 7.5.3. RETENTIONS

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel

Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant élimination des déchets spéciaux considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques.

ARTICLE 7.5.4. RÉSERVOIRS

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse.

Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage.

Ce dispositif de surveillance est pourvu d'une alarme de niveau haut.

Les canalisations doivent être installées à l'abri des chocs et donner toutes garanties de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques. Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt, isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

ARTICLE 7.5.5. REGLES DE GESTION DES STOCKAGES EN RETENTION

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés, et pour les liquides inflammables dans le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respectent les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 7.5.6. STOCKAGE SUR LES LIEUX D'EMPLOI

Les matières premières, produits intermédiaires et produits finis considérés comme des substances ou des préparations dangereuses sont limités en quantité stockée et utilisée dans les ateliers au minimum technique permettant leur fonctionnement normal.

ARTICLE 7.5.7. TRANSPORTS - CHARGEMENTS - DECHARGEMENTS

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour garantir que les produits utilisés sont conformes aux spécifications techniques que requiert leur mise en œuvre, quand celles-ci conditionnent la sécurité.

CHAPITRE 7.6 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS

ARTICLE 7.6.1. DEFINITION GENERALE DES MOYENS

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'analyse des risques définie dans le présent chapitre au paragraphe généralités.

L'ensemble du système de lutte contre l'incendie fait l'objet d'un P.O.I. établi par l'exploitant.

L'établissement est doté de plusieurs points de repli destinés à protéger le personnel en cas d'accident.

Leur emplacement résulte de la prise en compte des scénarii développés dans l'étude des dangers et des différentes conditions météorologiques.

ARTICLE 7.6.2. ENTRETIEN DES MOYENS D'INTERVENTION

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 7.6.3. PROTECTIONS INDIVIDUELLES DU PERSONNEL D'INTERVENTION

Des masques ou appareils respiratoires d'un type correspondant au gaz ou émanations toxiques sont mis à disposition de toute personne :

- de surveillance,
- ou ayant à séjourner à l'intérieur des zones toxiques.

Ces protections individuelles sont accessibles en toute circonstance et adaptées aux interventions normales ou dans des circonstances accidentelles.

Une réserve d'appareils respiratoires d'intervention (dont des masques autonomes isolants) est disposée dans au moins deux secteurs protégés de l'établissement et en sens opposé selon la direction des vents.

ARTICLE 7.6.4. RESSOURCES EN EAU ET MOUSSE

Le site est équipé de deux alimentations en eau incendie raccordées sur le réseau communal et permettant chacune un débit de 350 m³/h sous un minimum de 5 bars. L'exploitant s'assurera périodiquement (au moins tous les 3 ans) du respect de ces valeurs.

Elles sont raccordées à la centrale de génération de mousse et à la boucle interne sur laquelle sont disposés des poteaux normalisés et les branchements des installations de refroidissement.

La réserve d'eau incendie est constituée par un bassin de 420 m³ pouvant être rempli par le réseau externe à partir d'une borne incendie (débit 60 m³/h). Le puisage peut être effectué par 3 prises d'eau directes dans la réserve (diamètre 100) ou par les véhicules des sapeurs pompiers. L'exploitant prendra les dispositions nécessaires pour que le niveau de la réserve d'eau soit maintenu en permanence.

La centrale de mousse, située au centre de l'établissement, est formée par un générateur de pré-mélange constitué d'un ballon d'émulseur sous pression d'une capacité de 4 500 litres et d'un proportionneur à 6 % alimentant une clarinette de desserte des circuits incendie. Le volume total disponible d'émulseur sur le site est d'environ 10 m³. L'exploitant doit pouvoir justifier à tout moment de la validité des émulseurs stockés.

ARTICLE 7.6.5. CONSIGNES DE SECURITÉ

Sans préjudice des dispositions du Code du Travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation,
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.
- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.

ARTICLE 7.6.6. PLAN D'OPERATION INTERNE

Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.

Les agents non affectés exclusivement aux tâches d'intervention, devront pouvoir quitter leur poste de travail à tout moment en cas d'appel.

L'exploitant doit établir un Plan d'Opération Interne (P.O.I.) sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarios dans l'étude des dangers.

En cas d'accident, l'exploitant assure la direction du P.O.I. Il met en œuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du P.O.I.

Le P.O.I. est conforme à la réglementation en vigueur. Il définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place d'un poste de commandement et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et

les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement.

Il est homogène avec la nature et les enveloppes des différents scénarios d'accident envisagés dans l'étude des dangers.

Un exemplaire du P.O.I. doit être disponible en permanence sur l'emplacement prévu pour y installer le poste de commandement.

L'exploitant doit élaborer et mettre en œuvre une procédure écrite, et mettre en place les moyens humains et matériels pour garantir :

- la recherche systématique d'améliorations des dispositions du P.O.I. ; cela inclut notamment :
 - l'organisation de tests périodiques (au moins annuels) du dispositif et/ou des moyens d'intervention,
 - la formation du personnel intervenant,
 - l'analyse des enseignements à tirer de ces exercices et formations,
-
- l'analyse des accidents qui surviendraient sur d'autres sites,
 - la prise en compte des résultats de l'actualisation de l'étude des dangers (tous les 5 ans ou suite à une modification notable dans l'établissement ou dans le voisinage),
 - la revue périodique et systématique de la validité du contenu du POI, qui peut être coordonnée avec les actions citées ci-dessus,
 - la mise à jour systématique du POI en fonction de l'usure de son contenu ou des améliorations décidées.

Le P.O.I. est remis à jour tous les 5 ans, ainsi qu'à chaque modification notable et en particulier avant la mise en service de toute nouvelle installation ayant modifié les risques existants.

Un exercice annuel est réalisé en liaison avec les sapeurs pompiers pour tester le P.O.I.

L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour cet exercice. Le compte rendu accompagné si nécessaire d'un plan d'actions, lui est adressé.

Ce POI intègre les installations de SPUR ENVIRONNEMENT voisines du site.

ARTICLE 7.6.7. BASSIN DE CONFINEMENT ET BASSIN D'ORAGE

Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité de 2400 m³ avant rejet vers le milieu naturel.

Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité de 2 400 m³ avant rejet vers le milieu naturel.

Le premier flot des eaux pluviales susceptibles d'être polluées par lessivage des sols, aires de stockage, est collecté dans le même bassin.

Ce bassin est maintenu en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaire à sa mise en service doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.

TITRE 8- CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ÉTABLISSEMENT

Chaque cuve sera dotée :

- d'une mesure de niveau reporté en salle de contrôle
- d'un évent avec pare-flamme
- d'une installation d'inertage du ciel gazeux
- d'une installation externe mixte eau / mousse
- d'au moins un détecteur incendie par cuvette
- d'un générateur interne à mousse permettant de recouvrir la surface du liquide contenu dans la cuve de 20 cm de mousse en 10 minutes.

Outre le système de protection contre l'incendie propres aux cuves de stockage, les cuvettes sont elles-mêmes protégées par des générateurs de mousse permettant de recouvrir la surface du liquide contenu de 40 cm de mousse en 10 minutes (réservoirs non déduits). Les vannes de commande de ces installations seront accessibles en cas d'incendie

Les cuves, canalisations et vannes sont protégées contre les agressions mécaniques ainsi que des actions physiques et chimiques des produits qu'ils sont susceptibles de contenir. De plus, les procédures d'entretien, de visite et de contrôle de ces installations doivent permettre d'en connaître l'état général (aspects intérieur et extérieur, mesures d'épaisseur ...), et de dépister les faiblesses éventuelles.

L'accès aux cuves de stockage sera limité aux seules personnes formées spécifiquement à ce poste de travail et informées des risques liés à ces installations.

Pour se prémunir des risques présentés par les déchets, le personnel disposera des protections individuelles nécessaires:

- gants,
- vêtements de protection,
- pare-face,
- lunettes,
- masque cartouche.

CHAPITRE 8.2 POSTES DE DEPOTAGE

Le sol des aires de dépotage est étanche et aménagé de manière à former une rétention pour capter toutes les égouttures ou fuites éventuelles et à permettre leur écoulement par gravité dans un puisard situé en point bas de l'aire de rétention.

Le matériau utilisé pour constituer le sol des aires de dépotage ne doit pas être altéré par les produits transférés (le béton sera employé de façon privilégiée).

Le volume de la cuvette de rétention doit être supérieur au volume d'une citerne routière (30 à 35 m³ minimum).

L'équipement des postes de dépotage comprend les différents éléments suivants devant respecter les prescriptions mentionnées ci-dessous :

TUYAUTERIES

Elles peuvent être placées en caniveaux visitables ou sur rack :

- Implantation en caniveaux :

Les caniveaux doivent être étanches et équipés, tous les 25 m au plus, de dispositifs appropriés s'opposant à l'écoulement des liquides accidentellement déversés

- Implantation sur rack :

Les supports de rack doivent être disposés de manière à pallier:

- les phénomènes de flexion et de dilatation,
- les corrosions extérieures des tuyauteries.

Chaque tuyauterie devra être repérée, fermée par une vanne et obturée par un bouchon en dehors des opérations de dépotage.

Les tuyauteries flexibles, raccordant les citernes aux tuyauteries fixes, doivent être conformes aux prescriptions du Règlement du Transport des Matières Dangereuses (ADR).

Ces tuyauteries flexibles utilisées devront être de préférence celles appartenant à l'installation. Elles devront être affectées à un même produit, clairement identifiées et rangées à proximité immédiate du poste de dépotage.

Les tuyauteries fixes de transfert de déchets d'une installation (stockage, ..) vers une autre seront spécifiques et affectées à une même famille de déchets (HPC, MPC, BPC ou eaux résiduelles).

DISPOSITIFS DE MISE À LA TERRE

Chaque aire de dépotage doit être équipée d'un dispositif de mise à la terre des citernes routières.

Une continuité électrique doit être assurée sur toutes les tuyauteries fixes et les charpentes métalliques, éventuellement présentes, devront être mises à la terre.

MATÉRIEL DE PROTECTION

Deux extincteurs à poudre de 50 kg ainsi qu'un dépôt de sable meuble avec pelle doivent être disposés à proximité de chaque poste de dépotage.

CONSIGNES D'EXPLOITATION

L'accès au poste de dépotage est réglementé comme suit :

- dans le cas de transport des matières dangereuses (déchets dangereux) , seuls les véhicules conformes à l'ADR seront admis dans ces zones et les chauffeurs doivent suivre une formation approfondie,
- sont seules admises les personnes formées spécifiquement à ce poste de travail et informées des risques liés aux produits,
- une procédure particulière devra être appliquée pour tous les travaux à chaud ou générateurs d'étincelles (soudure, meulage, marteau/burin, ouverture de coffret électrique,...). Elle devra prévoir des consignes préventives particulières pour chaque intervention (joints pleins sur tuyauteries, nettoyage, dégazage, arrosage du sol, ...).

Des panneaux affichés aux différents postes de dépotage, mentionnant l'interdiction de fumer dans l'usine.

Une consigne mentionnant la procédure relative aux opérations à effectuer, à l'ordre dans lequel elles doivent être exécutées et aux rôles respectifs du chauffeur et de l'opérateur, sera affichée à chaque poste de dépotage.

De plus, il sera établi une consigne relative aux dispositions à adopter en cas d'incident ou d'accident ; elle comprendra :

- une procédure d'arrêt d'urgence,
- une procédure d'échantillonnage des produits en circulation au moment de l'incident.

CHAPITRE 8.3 EPURATION DES FUMÉES

Dans un délai de trois mois à partir de la notification du présent arrêté, l'exploitant mettra en place un système de refroidissement des gaz à la sortie du four d'incinération permettant une meilleure épuration des fumées par l'utilisation de réactifs efficaces dans la captation des métaux lourds et des dioxines.

TITRE 9- SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

CHAPITRE 9.1 PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE

ARTICLE 9.1.1. PRINCIPE ET OBJECTIFS DU PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement

L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en terme de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto surveillance.

L'installation des installations classées pourra demander à tout moment la réalisation de prélèvements et analyses inopinés des effluents atmosphériques et aqueux. Les frais occasionnés seront à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 9.1.2. MESURES COMPARATIVES

Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto surveillance. Celui-ci doit être accrédité

ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L.514-5 et L.514-8 du code de l'environnement. Cependant, les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives.

CHAPITRE 9.2 MODALITÉS D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO SURVEILLANCE

ARTICLE 9.2.1. AUTO SURVEILLANCE DES EMISSIONS ATMOSPHERIQUES

ARTICLE 9.2.1.1. AUTO SURVEILLANCE DES REJETS ATMOSPHÉRIQUES

Les mesures portent sur les rejets suivants :

Cheminée incinération

Paramètre	Autosurveillance	Surveillance réalisée par un organisme extérieur agréé
Concentration en O ₂ de référence et vapeur d'eau	Mesure et enregistrement en continu	Trimestrielle
Débit		
Température des gaz à l'émission		
Température d'incinération		
Poussières		
SO ₂		
NO _x en équivalent NO ₂		
CO		
HCl		
COT		
HF (1)		
Cadmium et ses composés, exprimés en cadmium (Cd) + thallium et ses composés, exprimés en thallium (Ti) (2)	Mensuelle	Trimestrielle
Mercure et ses composés, exprimés en mercure (Hg) (2)	Mensuelle	
Total des autres métaux lourds (Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V) (2)	Mensuelle	
Dioxine et furanes		Semestrielle

(1) : la mesure en continu du fluorure d'hydrogène (HF) pourra ne pas être effectuée si l'exploitant démontre que les traitements qu'il applique au chlorure d'hydrogène (HCl) garantissent que la valeur limite d'émission fixée n'est pas dépassée. Dans ce cas, les émissions de HF font l'objet d'au moins deux mesures par an.

(2) : les résultats des teneurs en métaux devront faire apparaître la teneur en chacun des métaux pour les formes particulaires et gazeuses avant d'effectuer la somme.

Un étalonnage des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques doit être effectué au moyen de mesures parallèles effectuées par un organisme compétent. Pour les polluants gazeux, cet étalonnage doit être effectué par un organisme accrédité par le COFRAC ou par un organisme

signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, selon les méthodes de référence au moins tous les trois ans et conformément à la norme NF EN 14181 relative à l'assurance qualité des systèmes de mesurage automatique, à compter de sa publication dans le recueil des normes AFNOR.

ARTICLE 9.2.1.2. MESURE DE L'IMPACT DES REJETS ATMOSPHÉRIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

L'exploitant doit assurer une surveillance au voisinage de l'installation. Cette surveillance sur l'environnement porte sur le suivi des retombées atmosphériques sur les sols et concerne les paramètres suivants :

Paramètres	Fréquence
Métaux	Annuelle
Dioxines et furannes	

L'exploitant remettra dans un délai de 3 mois à partir de la notification du présent arrêté à l'Inspection des Installations Classées un complément à l'étude concernant l'évaluation des risques sanitaires du site traitant de l'accumulation de ces différents composés dans la végétation.

La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu sur le site de l'établissement ou dans son environnement proche.

ARTICLE 9.2.2. AUTO SURVEILLANCE DES EAUX RESIDUAIRES

Sans objet.

ARTICLE 9.2.3. SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES

La surveillance des eaux souterraines est réalisée à partir de piézomètres dont le nombre minimum est le suivant :

- un en amont hydraulique du site,
- un en aval.

Les mesures des paramètres suivants seront réalisées selon la fréquence indiquée :

Paramètre	Fréquence
PH	Annuelle
Potentiel d'oxydo-réduction	
Résistivité	
COT	

Pour le compte de SPUR ENVIRONNEMENT :

L'exploitant mettra en place un système d'alerte et de pompage automatique dans le puits 31 de manière à s'assurer qu'il n'y ait jamais contact de l'eau souterraine avec le fond des bassins 31, 32 et 33. En aucun cas le niveau d'eau dans le puit 31 ne devra dépasser la côte correspondant au fond des trois bassins à savoir 14,83 m NGF.

Ce système d'alerte et de pompage automatique aura un débit minimum de 5 m³/h en cas de présence d'eau.

L'exploitant devra s'assurer de la disponibilité permanente des systèmes de détection et de pompage décrit ci-dessus.

En cas de présence d'eau dans les drains celle-ci fera l'objet des analyses prévues ci-dessous.

Deux nouveaux puits de contrôle de présence éventuelle de liquide seront mis en place dans chaque partie remblayée (bassin 32 et plate-forme de travail jouxtant le bassin 33). Chaque puits disposera en partie basse d'une crépine permettant le passage d'un éventuel liquide.

Ces deux puits de contrôle seront vérifiés par l'exploitant selon une fréquence mensuelle.

Trimestriellement la première année puis semestriellement, l'exploitant réalisera sur l'eau des piézomètres Pz-est, Pz-ouest et du puits 31 des analyses portant sur :

- . Relevé de niveau,
- . pH
- . COT,
- . Molybdène,
- . Chlorures,
- . Sulfates,
- . Indice phénols.

Les résultats de ces analyses seront adressés à l'Inspection des Installations Classées avec une comparaison des résultats au cours du temps de manière à apprécier l'évolution des taux de polluants dans les eaux souterraines.

En cas de suspicion de pollution de la nappe phréatique la fréquence des analyses pourra être augmentée.

ARTICLE 9.2.4. AUTO SURVEILLANCE DES DECHETS

Les résultats de surveillance sont présentés selon un registre ou un modèle établi en accord avec l'inspection des installations classées ou conformément aux dispositions nationales lorsque le format est prédéfini. Ce récapitulatif prend en compte les types de déchets produits, les quantités et les filières d'élimination retenues.

L'exploitant utilisera pour ses déclarations la codification réglementaire en vigueur.

Les justificatifs permettant d'établir le registre doivent être conservés cinq ans.

ARTICLE 9.2.5. AUTO SURVEILLANCE DES NIVEAUX SONORES

Une mesure de la situation acoustique sera effectuée dans un délai de six mois à compter de la date de mise en service des installations puis tous les 5 ans, par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera effectué indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspecteur des installations classées pourra demander.

CHAPITRE 9.3 SUIVI, INTERPRETATION ET DIFFUSION DES RESULTATS

ARTICLE 9.3.1. ACTIONS CORRECTIVES

L'exploitant suit les résultats de mesures qu'il réalise en application du chapitre 9.2, notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour

l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

ARTICLE 9.3.2. ANALYSE ET TRANSMISSION DES RESULTATS DE L'AUTO SURVEILLANCE

Sans préjudice des dispositions de l'article 38 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977, l'exploitant établit avant la fin de chaque mois calendaire un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses imposées du mois précédent. Ce rapport, traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), des mesures comparatives, des modifications éventuelles du programme d'auto surveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité.

Le rapport associé au mois n est transmis au plus tard à la fin du mois n+1 à l'inspection des installations classées.

ARTICLE 9.3.3. TRANSMISSION DES RESULTATS DE L'AUTO SURVEILLANCE DES DECHETS

Les justificatifs évoqués au chapitre 9.2.5. doivent être conservés cinq ans.

ARTICLE 9.3.4. ANALYSE ET TRANSMISSION DES RÉSULTATS DES MESURES DE NIVEAUX SONORES

Les résultats des mesures réalisées en application de l'article 9.2.9 sont transmis au Préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

CHAPITRE 9.4 BILANS PERIODIQUES

ARTICLE 9.4.1. BILAN ENVIRONNEMENT ANNUEL (ENSEMBLE DES CONSOMMATIONS D'EAU ET DES REJETS CHRONIQUES ET ACCIDENTELS)

L'exploitant adresse au Préfet, au plus tard le 1^{er} avril de chaque année, un bilan annuel portant sur l'année précédente :

- des utilisations d'eau ; le bilan fait apparaître éventuellement les économies réalisés,
- de la masse annuelle des émissions de polluants, suivant un format fixé par le ministre chargé des installations classées. La masse émise est la masse du polluant considéré émise sur l'ensemble du site de manière chronique ou accidentelle, canalisée ou diffuse dans l'air, l'eau, et les sols, quel qu'en soit le cheminement, ainsi que dans les déchets éliminés à l'extérieur de l'établissement.

L'exploitant transmet dans le même délai par voie électronique à l'inspection des installations classées une copie de cette déclaration suivant un format fixé par le ministre chargé de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 9.4.2. BILAN QUADRIENNAL

L'exploitant adresse au Préfet, tous les quatre ans, un dossier faisant le bilan des rejets des substances suivantes, liste établie d'après les éléments portés à la connaissance de l'inspection des installations classées :

-phénols.

Ce dossier fait apparaître l'évolution des rejets (flux rejetés, concentrations dans les rejets, rejets spécifiques par rapport aux quantités mises en œuvre dans les installations) et les conditions d'évolution de ces rejets avec les possibilités de réduction envisageables.

ARTICLE 9.4.3. BILAN DÉ FONCTIONNEMENT

L'exploitant réalise et adresse au Préfet le bilan de fonctionnement prévu à l'article 17-2 du 21 septembre 1977 susvisé.

Le bilan de fonctionnement qui porte sur l'ensemble des installations du site, en prenant comme référence l'étude d'impact, contient notamment :

- une évaluation des principaux effets actuels sur les intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi susvisée ;
- une synthèse des moyens actuels de prévention et de réduction des pollutions et la situation de ces moyens par rapport aux meilleures techniques disponibles ;
- les investissements en matière de prévention et de réduction des pollutions au cours de la période décennale passée ;
- l'évolution des flux des principaux polluants au cours de la période décennale passée ;
- les conditions actuelles de valorisation et d'élimination des déchets ;
- un résumé des accidents et incidents au cours de la période décennale passée qui ont pu porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1^{er} de la loi susvisée ;
- les conditions d'utilisation rationnelle de l'énergie (cette disposition ne concerne pas les installations qui ont rempli cette condition dans leur demande d'autorisation) ;
- les mesures envisagées en cas d'arrêt définitif de l'exploitation (cette disposition ne concerne pas les installations qui ont rempli cette condition dans leur demande d'autorisation).

ARTICLE 9.4.4. RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITE

Une fois par an l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un rapport d'activité dans les formes prévues à l'article 32 c) de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets dangereux.

ARTICLE 10

L'exploitant devra en outre se conformer aux dispositions :

- a) du Titre III du Livre II du Code du Travail sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs,
- b) du décret du 10 Juillet 1913 sur les mesures générales de protection et de salubrité applicables dans tous les établissements industriels ou commerciaux,
- c) du décret du 14 Novembre 1988 sur la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques,

ARTICLE 11

L'établissement sera soumis à la surveillance de la Police, des Services d'Incendie et de Secours, de l'Inspection des Installations Classées, de l'Inspection du Travail et des Services de la Police de l'Eau.

Des arrêtés complémentaires pourront fixer toutes les prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement rend nécessaires ou atténuer celles des prescriptions primitives dont le maintien ne sera plus justifié.

ARTICLE 12

En cas d'infraction à l'une des dispositions qui précèdent, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues par l'article L.514-1 du Code de l'Environnement, sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

ARTICLE 13

La présente autorisation ne dispense pas l'exploitant de demander toutes les autorisations administratives prévues par les textes autres que le Titre 1^{er} du Livre V du Code de l'Environnement.

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Un extrait du présent arrêté restera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement.

ARTICLE 14

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

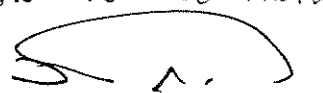
ARTICLE 15

- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches du Rhône,
- Le Sous-Préfet d'ISTRES,
- Le Maire de ROGNAC,
- Le Chef du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile,
- Le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,
- Le Directeur Régional de l'Environnement,
- Le Directeur Départemental Délégué de l'Agriculture et de la Forêt,
- Le Directeur Départemental Délégué de l'Equipement,
- Le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle,
- La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
- Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,

et toutes les autorités de Police et de Gendarmerie,

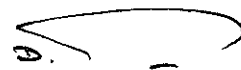
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un extrait sera affiché et un avis publié, conformément aux dispositions de l'article 21 du décret n° 77-1133 du 21 Septembre 1977 modifié.

MARSEILLE, le Pour le PRÉFET LE SOUS-PRÉFET
d'ISTRES


Bernard FRAUDIN.

Annexe I : Plan de situation des installations

Annexe II : Liste des déchets autorisés



Chapitres de la liste

- 01 Déchets provenant de l'exploration et de l'exploitation des mines et des carrières ainsi que du traitement physique et chimique des minéraux.
 - 02 Déchets provenant de l'agriculture, de l'horticulture, de l'aquaculture, de la sylviculture, de la chasse et de la pêche ainsi que de la préparation et de la transformation des aliments.
 - 03 Déchets provenant de la transformation du bois et de la production de panneaux et de meubles, de pâte à papier, de papier et de carton.
 - 04 Déchets provenant des industries du cuir, de la fourrure et du textile.
 - 05 Déchets provenant du raffinage du pétrole, de la purification du gaz naturel et du traitement pyrolytique du charbon.
 - 06 Déchets des procédés de la chimie minérale.
 - 07 Déchets des procédés de la chimie organique.
 - 08 Déchets provenant de la fabrication, de la formulation, de la distribution et de l'utilisation (FFDU) de produits de revêtement (peintures, vernis et émaux vitrifiés), mastics et encres d'impression.
 - 09 Déchets provenant de l'industrie photographique.
 - 10 Déchets provenant de procédés thermiques.
 - 11 Déchets provenant du traitement chimique de surface et du revêtement des métaux et autres matériaux, et de l'hydrométallurgie des métaux non ferreux.
 - 12 Déchets provenant de la mise en forme et du traitement physique et mécanique de surface des métaux et matières plastiques.
 - 13 Huiles et combustibles liquides usagés (sauf huiles alimentaires et huiles figurant aux chapitres 05, 12 et 19).
 - 14 Déchets de solvants organiques, d'agents réfrigérants et propulseurs (sauf chapitres 07 et 08).
 - 15 Emballages et déchets d'emballages, absorbants, chiffons d'essuyage, matériaux filtrants et vêtements de protection non spécifiés ailleurs.
 - 16 Déchets non décrits ailleurs dans la liste.
 - 17 Déchets de construction et de démolition (y compris déblais provenant de sites contaminés).
 - 18 Déchets provenant des soins médicaux ou vétérinaires et/ou de la recherche associée (sauf déchets de cuisine et de restauration ne provenant pas directement des soins médicaux).
 - 19 Déchets provenant des installations de gestion des déchets, des stations d'épuration des eaux usées hors site et de la préparation d'eau destinée à la consommation humaine et d'eau à usage industriel.
 - 20 Déchets municipaux (déchets ménagers et déchets assimilés provenant des commerces, des industries et des administrations), y compris les fractions collectées séparément.
- * Déchets classés en DID par le Décret 2002 du 18 avril 2002

01 Déchets provenant de l'exploration et de l'exploitation des mines et des carrières ainsi que du traitement physique et chimique des minéraux :

- 01 01 Déchets provenant de l'extraction des minéraux :
 - 01 01 01 déchets provenant de l'extraction des minéraux métallifères ;
 - 01 01 02 déchets provenant de l'extraction des minéraux non métallifères.
- 01 03 Déchets provenant de la transformation physique et chimique des minéraux métallifères :
 - 01 03 04*stériles acidogènes provenant de la transformation du sulfure.
 - 01 03 05*autres stériles contenant des substances dangereuses ;
 - 01 03 06 stériles autres que ceux visés aux rubriques 01 03 04 et 01 03 05 ;
 - 01 03 07* autres déchets contenant des substances dangereuses provenant de la transformation physique et chimique des minéraux métallifères ;
 - 01 03 08 déchets de poussières et de poudres autres que ceux visés à la rubrique 01 03 07 ;
 - 01 03 09 boues rouges issues de la production d'alumine autres que celles visées à la rubrique 01 03 07 ;
 - 01 03 99 déchets non spécifiés ailleurs.
- 01 04 Déchets provenant de la transformation physique et chimique des minéraux non métallifères :
 - 01 04 07*déchets contenant des substances dangereuses provenant de la transformation physique et chimique des minéraux non métallifères ;
 - 01 04 08 déchets de graviers et débris de pierres autres que ceux visés à la rubrique 01 04 07 ;
 - 01 04 09 déchets de sable et d'argile ;
 - 01 04 10 déchets de poussières et de poudres autres que ceux visés à la rubrique 01 04 07 ;
 - 01 04 11 déchets de la transformation de la potasse et des sels minéraux autres que ceux visés à la rubrique 01 04 07 ;
 - 01 04 12 stériles et autres déchets, provenant du lavage et du nettoyage des minéraux, autres que ceux visés aux rubriques 01 04 07 et 01 04 11 ;
 - 01 04 13 déchets provenant de la taille et du sciage des pierres autres que ceux visés à la rubrique 01 04 07 ;
 - 01 04 99 déchets non spécifiés ailleurs.
- 01 05 Boues de forage et autres déchets de forage :
 - 01 05 04 boues et autres déchets de forage contenant de l'eau douce ;
 - 01 05 05*boues et autres déchets de forage contenant des hydrocarbures ;
 - 01 05 06*boues et autres déchets de forage contenant des substances dangereuses ;
 - 01 05 07 boues et autres déchets de forage contenant des sels de baryum, autres que ceux visés aux rubriques 01 05 05 et 01 05 06 ;

01 05 08 boues et autres déchets de forage contenant des chlorures, autres que ceux visés aux rubriques 01 05 05 et 01 05 06 ;
01 05 99 déchets non spécifiés ailleurs.

02 Déchets provenant de l'agriculture, de l'horticulture, de l'aquaculture, de la sylviculture, de la chasse et de la pêche ainsi que de la préparation et de la transformation des aliments :

02 01 Déchets provenant de l'agriculture, de l'horticulture, de l'aquaculture, de la sylviculture, de la chasse et de la pêche :
02 01 01 boues provenant du lavage et du nettoyage ;
02 01 03 déchets de tissus végétaux ;
02 01 04 déchets de matières plastiques (à l'exclusion des emballages) ;
02 01 07 déchets provenant de la sylviculture ;
02 01 08*déchets agrochimiques contenant des substances dangereuses ;
02 01 09 déchets agrochimiques autres que ceux visés à la rubrique 02 01 08 ;
02 01 10 déchets métalliques ;
02 01 99 déchets non spécifiés ailleurs.
02 02 Déchets provenant de la préparation et de la transformation de la viande, des poissons et autres aliments d'origine animale :
02 02 03 matières impropres à la consommation ou à la transformation ;
02 02 04 boues provenant du traitement in situ des effluents ;
02 02 99 déchets non spécifiés ailleurs.
02 03 Déchets provenant de la préparation et de la transformation des fruits, des légumes, des céréales, des huiles alimentaires, du cacao, du café, du thé et du tabac, de la production de conserves, de la production de levures et d'extraits de levures, de la préparation et de la fermentation de mélasses :
02 03 01 boues provenant du lavage, du nettoyage, de l'épluchage, de la centrifugation et de la séparation ;
02 03 02 déchets d'agents de conservation ;
02 03 03 déchets de l'extraction aux solvants ;
02 03 04 matières impropres à la consommation ou à la transformation ;
02 03 05 boues provenant du traitement in situ des effluents ;
02 03 99 déchets non spécifiés ailleurs.
02 04 Déchets de la transformation du sucre :
02 04 01 terre provenant du lavage et du nettoyage des betteraves ;
02 04 02 carbonate de calcium déclassé ;
02 04 03 boues provenant du traitement in situ des effluents ;
02 04 99 déchets non spécifiés ailleurs.
02 05 Déchets provenant de l'industrie des produits laitiers :
02 05 01 matières impropres à la consommation ou à la transformation ;
02 05 02 boues provenant du traitement in situ des effluents ;
02 05 99 déchets non spécifiés ailleurs.
02 06 Déchets de boulangerie, pâtisserie, confiserie :
02 06 01 matières impropres à la consommation ou à la transformation ;
02 06 02 déchets d'agents de conservation ;
02 06 03 boues provenant du traitement in situ des effluents ;
02 06 99 déchets non spécifiés ailleurs.
02 07 Déchets provenant de la production de boissons alcooliques et non alcooliques (sauf café, thé et cacao) :
02 07 01 déchets provenant du lavage, du nettoyage et de la réduction mécanique des matières premières ;
02 07 02 déchets de la distillation de l'alcool ;
02 07 03 déchets de traitements chimiques ;
02 07 04 matières impropres à la consommation ou à la transformation ;
02 07 05 boues provenant du traitement in situ des effluents ;
02 07 99 déchets non spécifiés ailleurs

03 Déchets provenant de la transformation du bois et de la production de panneaux et de meubles, de pâte à papier, de papier et de carton :

03 01 Déchets provenant de la transformation du bois et de la fabrication de panneaux et meubles :
03 01 01 déchets d'écorce et de liège ;
03 01 04*sciure de bois, copeaux, chutes, bois, panneaux de particules et placages contenant des substances dangereuses ;
03 01 05 sciure de bois, copeaux, chutes, bois, panneaux de particules et placages autres que ceux visés à la rubrique 03 01 04 ;
03 01 99 déchets non spécifiés ailleurs.
03 02 Déchets des produits de protection du bois :
03 02 01*composés organiques non halogénés de protection du bois ;
03 02 02*composés organochlorés de protection du bois ;
03 02 03*composés organométalliques de protection du bois ;
03 02 04* composés inorganiques de protection du bois ;
03 02 05*autres produits de protection du bois contenant des substances dangereuses ;
03 02 99 produits de protection du bois non spécifiés ailleurs.
03 03 Déchets provenant de la production et de la transformation de papier, de carton et de pâte à papier :
03 03 01 déchets d'écorce et de bois ;
03 03 02 boues vertes (provenant de la récupération de liqueur de cuisson) ;
03 03 05 boues de désencrage provenant du recyclage du papier ;

03 03 07 refus séparés mécaniquement provenant du recyclage de déchets de papier et de carton ;
03 03 08 déchets provenant du tri de papier et de carton destinés au recyclage ;
03 03 09 boues carbonatées ;
03 03 10 refus fibreux, boues de fibres, de charge et de couchage provenant d'une séparation mécanique ;
03 03 11 boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 03 03 10
03 03 99 déchets non spécifiés ailleurs

04 Déchets provenant des industries du cuir, de la fourrure et du textile :

04 01 Déchets provenant de l'industrie du cuir et de la fourrure :
04 01 03*déchets de dégraissage contenant des solvants sans phase liquide ;
04 01 04 liqueur de tannage contenant du chrome ;
04 01 05 liqueur de tannage sans chrome ;
04 01 06 boues, notamment provenant du traitement in situ des effluents, contenant du chrome
04 01 07 boues, notamment provenant du traitement in situ des effluents, sans chrome ;
04 01 08 déchets de cuir tanné (refentes sur bleu, dérayures, échantillonnages, poussières de ponçage), contenant du chrome
04 01 09 déchets provenant de l'habillage et des finitions ;
04 01 99 déchets non spécifiés ailleurs.
04 02 Déchets de l'industrie textile :
04 02 09 matériaux composites (textile imprégné, élastomère, plastomère) ;
04 02 10 matières organiques issues de produits naturels (par exemple, graisse, cire) ;
04 02 14*déchets provenant des finitions contenant des solvants organiques ;
04 02 15 déchets provenant des finitions autres que ceux visés à la rubrique 04 02 14 ;
04 02 16*teintures et pigments contenant des substances dangereuses ;
04 02 17 teintures et pigments autres que ceux visés à la rubrique 04 02 16 ;
04 02 19* boues provenant du traitement in situ des effluents contenant des substances dangereuses ;
04 02 20 boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 04 02 19
04 02 21 fibres textiles non ouvrées ;
04 02 22 fibres textiles ouvrées ;
04 02 99 déchets non spécifiés ailleurs.

05 Déchets provenant du raffinage du pétrole, de la purification du gaz naturel et du traitement pyrolytique du charbon :

05 01 Déchets provenant du raffinage du pétrole :
05 01 02*boues de dessalage ;
05 01 03*boues de fond de cuves ;
05 01 04*boues d'alkyles acides ;
05 01 05*hydrocarbures accidentellement répandus ;
05 01 06*boues contenant des hydrocarbures provenant des opérations de maintenance de l'installation ou des équipements ;
05 01 07*goudrons acides ;
05 01 08*autres goudrons et bitumes ;
05 01 09*boues provenant du traitement in situ des effluents contenant des substances dangereuses ;
05 01 10 boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 05 01 09 ;
05 01 11*déchets provenant du nettoyage d'hydrocarbures avec des bases ;
05 01 12*hydrocarbures contenant des acides ;
05 01 13 boues du traitement de l'eau d'alimentation des chaudières ;
05 01 14 déchets provenant des colonnes de refroidissement ;
05 01 15*argiles de filtration usées ;
05 01 16 déchets contenant du soufre provenant de la désulfuration du pétrole ;
05 01 17 mélanges bitumineux ;
05 01 99 déchets non spécifiés ailleurs.

05 06 Déchets provenant du traitement pyrolytique du charbon :
05 06 01*goudrons acides ;
05 06 03*autres goudrons ;
05 06 04 déchets provenant des colonnes de refroidissement ;
05 06 99déchets non spécifiés ailleurs.
05 07Déchets provenant de la purification et du transport du gaz naturel :
05 07 01*déchets contenant du mercure ;
05 07 02 déchets contenant du soufre ;
05 07 99 déchets non spécifiés ailleurs.

06 Déchets des procédés de la chimie minérale :

06 01 Déchets provenant de la fabrication, formulation, distribution et utilisation (FFDU) d'acides :
06 01 01*acide sulfurique et acide sulfureux ;
06 01 02*acide chlorhydrique ;
06 01 03*acide fluorhydrique ;
06 01 04*acide phosphorique et acide phosphoreux ;

06 01 05*acide nitrique et acide nitreux ;
 06 01 06*autres acides ;
 06 01 99 déchets non spécifiés ailleurs.
 06 02 Déchets provenant de la FFDU de bases :
 06 02 01 hydroxyde de calcium ;
 06 02 03*hydroxyde d'ammonium ;
 06 02 04*hydroxyde de sodium et hydroxyde de potassium ;
 06 02 05*autres bases ;
 06 02 99 déchets non spécifiés ailleurs.
 06 03 Déchets provenant de la FFDU de sels et leurs solutions et d'oxydes métalliques :
 06 03 11*sels solides et solutions contenant des cyanures ;
 06 03 13*sels solides et solutions contenant des métaux lourds ;
 06 03 14 sels solides et solutions autres que ceux visés aux rubriques 06 03 11 et 06 03 13 ;
 06 03 15*oxydes métalliques contenant des métaux lourds ;
 06 03 16 oxydes métalliques autres que ceux visés à la rubrique 06 03 15 ;
 06 03 99 déchets non spécifiés ailleurs.
 06 04 Déchets contenant des métaux autres que ceux visés à la section 06 03 :
 06 04 03*déchets contenant de l'arsenic ;
 06 04 04*déchets contenant du mercure ;
 06 04 05*déchets contenant d'autres métaux lourds ;
 06 04 99 déchets non spécifiés ailleurs.
 06 05 Boues provenant du traitement in situ des effluents :
 06 05 02*boues provenant du traitement in situ des effluents contenant des substances dangereuses ;
 06 05 03boues provenant du traitement in situ des effluents autres, que celles visées à la rubrique 06 05 02.
 06 06 Déchets provenant de la FFDU de produits chimiques contenant du soufre, de la chimie du soufre et des procédés de désulfuration :
 06 06 02*déchets contenant des sulfures dangereux ;
 06 06 03déchets contenant des sulfures autres que ceux visés à la rubrique 06 06 02 ;
 06 06 99 déchets non spécifiés ailleurs .
 06 07 Déchets provenant de la FFDU des halogènes et de la chimie des halogènes :
 06 07 02*déchets de charbon actif utilisé pour la production du chlore ;
 06 07 03* boues de sulfate de baryum contenant du mercure
 06 07 04*solutions et acides, par exemple, acide de contact ;
 06 07 99 déchets non spécifiés ailleurs.
 06 08 Déchets provenant de la FFDU du silicium et des dérivés du silicium :
 06 08 02*déchets contenant des chlorosilanes dangereux ;
 06 07 99 déchets non spécifiés ailleurs.
 06 09 Déchets provenant de la FFDU des produits chimiques contenant du phosphore et de la chimie du phosphore :
 06 09 02 scories phosphoriques ;
 06 09 03*déchets de réactions basées sur le calcium contenant des substances dangereuses ou contaminées par de telles substances ;
 06 09 04 déchets de réactions basées sur le calcium autres que ceux visés à la rubrique 06 09 03 ;
 06 09 99 déchets non spécifiés ailleurs.
 06 10 Déchets provenant de la FFDU de produits chimiques contenant de l'azote, de la chimie de l'azote et de la production d'engrais :
 06 10 02*déchets contenant des substances dangereuses ;
 06 10 99déchets non spécifiés ailleurs.
 06 11 Déchets provenant de la fabrication des pigments inorganiques et des opacifiants :
 06 11 01déchets de réactions basées sur la calcium provenant de la production de dioxyde de titane ;
 06 11 99 déchets non spécifiés ailleurs.
 06 13 Déchets des procédés de la chimie minérale non spécifiés ailleurs :
 06 13 01*produits phytosanitaires inorganiques, agents de protection du bois et autres biocides ;
 06 13 02*charbon actif usé (sauf rubrique 06 07 02) ;
 06 13 03 noir de carbone ;
 06 13 05*suies ;
 06 13 99 déchets non spécifiés ailleurs.

07 Déchets des procédés de la chimie organique :

07 01 Déchets provenant de la fabrication, formulation, distribution et utilisation (FFDU) de produits organiques de base :
 07 01 01*eaux de lavage et liqueurs mères aqueuses
 07 01 03*solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques halogénés ;
 07 01 04*autres solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques ;
 07 01 07*résidus de réaction et résidus de distillation halogénés
 07 01 08*autres résidus de réaction et résidus de distillation ;
 07 01 09*gâteaux de filtration et absorbants usés halogénés ;
 07 01 10*autres gâteaux de filtration et absorbants usés ;
 07 01 11* boues provenant du traitement in situ des effluents contenant des substances dangereuses ;
 07 01 12 boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 07 01 11
 07 01 99 déchets non spécifiés ailleurs.
 07 02 Déchets provenant de la FFDU de matières plastiques, caoutchouc et fibres synthétiques :
 07 02 01* eaux de lavage et liqueurs mères aqueuses ;

07 02 03*solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques halogénés ;
 07 02 04*autres solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques ;
 07 02 07* résidus de réaction et résidus de distillation halogénés ;
 07 02 08*autres résidus de réaction et résidus de distillation ;
 07 02 09*gâteaux de filtration et absorbants usés halogénés
 07 02 10* autres gâteaux de filtration et absorbants usés ;
 07 02 11*boues provenant du traitement in situ des effluents contenant des substances dangereuses ;
 07 02 12 boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 07 02 11
 07 02 13 déchets plastiques ;
 07 02 14*déchets provenant d'additifs contenant des substances dangereuses ;
 07 02 15 déchets provenant d'additifs autres que ceux visés à la rubrique 07 02 14 ;
 07 02 16*déchets contenant des silicones dangereux ;
 07 02 17 déchets contenant des silicones autres que ceux mentionnés à la rubrique 07 02 16 ;
 07 02 99 déchets non spécifiés ailleurs.
 07 03 Déchets provenant de la FFDU de teintures et pigments organiques (sauf section 06 11) :
 07 03 01* eaux de lavage et liqueurs mères aqueuses ;
 07 03 03*solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques halogénés ;
 07 03 04*autres solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques ;
 07 03 07*résidus de réaction et résidus de distillation halogénés ;
 07 03 08*autres résidus de réaction et résidus de distillation ;
 07 03 09*gâteaux de filtration et absorbants usés halogénés ;
 07 03 10*autres gâteaux de filtration et absorbants usés ;
 07 03 11* boues provenant du traitement in situ des effluents contenant des substances dangereuses ;
 07 03 12 boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 07 03 11
 07 03 99 déchets non spécifiés ailleurs.
 07 04 Déchets provenant de la FFDU de produits phytosanitaires organiques (sauf rubriques 02 01 08 et 02 01 09), d'agents de protection du bois (sauf section 03 02) et d'autres biocides :
 07 04 01*eaux de lavage et liqueurs mères aqueuses ;
 07 04 03*solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques halogénés ;
 07 04 04*autres solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques ;
 07 04 07*résidus de réaction et résidus de distillation halogénés ;
 07 04 08* autres résidus de réaction et résidus de distillation ;
 07 04 09*gâteaux de filtration et absorbants usés halogénés;
 07 04 10*autres gâteaux de filtration et absorbants usés ;
 07 04 11*boues provenant du traitement in situ des effluents contenant des substances dangereuses ;
 07 04 12 boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 07 04 11
 07 04 13*déchets solides contenant des substances dangereuses ;
 07 04 99déchets non spécifiés ailleurs.
 07 05 Déchets provenant de la FFDU de produits pharmaceutiques :
 07 05 01*eaux de lavage et liqueurs mères aqueuses ;
 07 05 03* solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques halogénés;
 07 05 04*autres solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques ;
 07 05 07*résidus de réaction et résidus de distillation halogénés;
 07 05 08*autres résidus de réaction et résidus de distillation ;
 07 05 09*gâteaux de filtration et absorbants usés halogénés ;
 07 05 10* autres gâteaux de filtration et absorbants usés ;
 07 05 11*boues provenant du traitement in situ des effluents contenant des substances dangereuses ;
 07 05 12 boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 07 05 11
 07 05 13*déchets solides contenant des substances dangereuses ;
 07 05 14 déchets solides autres que ceux visés à la rubrique 07 05 13 ;
 07 05 99 déchets non spécifiés ailleurs.
 07 06 Déchets provenant de la FFDU des corps gras, savons, détergents, désinfectants et cosmétiques :
 07 06 01*eaux de lavage et liqueurs mères aqueuses ;
 07 06 03* solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques halogénés ;
 07 06 04*autres solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques ;
 07 06 07*résidus de réaction et résidus de distillation halogénés ;
 07 06 08*autres résidus de réaction et résidus de distillation ;
 07 06 09*gâteaux de filtration et absorbants usés halogénés ;
 07 06 10*autres gâteaux de filtration et absorbants usés ;
 07 06 11*boues provenant du traitement in situ des effluents contenant des substances dangereuses ;
 07 06 12 boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 07 06 11
 07 06 99 déchets non spécifiés ailleurs.
 07 07 Déchets provenant de la FFDU de produits chimiques issus de la chimie fine et de produits chimiques non spécifiés ailleurs :
 07 07 01*eaux de lavage et liqueurs mères aqueuses ;
 07 07 03*solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques halogénés ;
 07 07 04* autres solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques ;
 07 07 07* résidus de réaction et résidus de distillation halogénés ;
 07 07 08*autres résidus de réaction et résidus de distillation ;
 07 07 09* gâteaux de filtration et absorbants usés halogénés ;
 07 07 10*autres gâteaux de filtration et absorbants usés ;
 07 07 11*boues provenant du traitement in situ des effluents contenant des substances dangereuses ;
 07 07 12boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 07 07 11

07 07 99 déchets non spécifiés ailleurs.

08 Déchets provenant de la fabrication, de la formulation, de la distribution et de l'utilisation (FFDU) de produits de revêtement (peintures, vernis et émaux vitrifiés), mastics et encres d'impression :

- 08 01 Déchets provenant de la FFDU et du décapage de peintures et vernis :
 - 08 01 11* déchets de peintures et vernis contenant des solvants organiques ou d'autres substances dangereuses ;
 - 08 01 12 déchets de peintures ou vernis autres que ceux visés à la rubrique 08 01 11 ;
 - 08 01 13* boues provenant de peintures ou vernis contenant des solvants organiques ou autres substances dangereuses ;
 - 08 01 14 boues provenant de peintures ou vernis autres que celles visées à la rubrique 08 01 13 ;
 - 08 01 15* boues aqueuses contenant de la peinture ou du vernis contenant des solvants organiques ou autres substances dangereuses ;
 - 08 01 16 boues aqueuses contenant de la peinture ou du vernis autres que celles visées à la rubrique 08 01 15 ;
 - 08 01 17* déchets provenant du décapage de peintures ou vernis contenant des solvants organiques ou autres substances dangereuses ;
 - 08 01 18 déchets provenant du décapage de peintures ou vernis autres que ceux visés à la rubrique 08 01 17 ;
 - 08 01 19* suspensions aqueuses contenant de la peinture ou du vernis contenant des solvants organiques ou autres substances dangereuses ;
 - 08 01 20 suspensions aqueuses contenant de la peinture ou du vernis autres que celles visées à la rubrique 08 01 19 ;
 - 08 01 21 déchets de décapants de peintures ou vernis ;
 - 08 01 99 déchets non spécifiés ailleurs.
- 08 02 Déchets provenant de la FFDU d'autres produits de revêtement (y compris des matériaux céramiques) :
 - 08 02 01 déchets de produits de revêtement en poudre ;
 - 08 02 02 boues aqueuses contenant des matériaux céramiques ;
 - 08 02 03 suspensions aqueuses contenant des matériaux céramiques ;
 - 08 02 99 déchets non spécifiés ailleurs.
- 08 03 Déchets provenant de la FFDU d'encres d'impression :
 - 08 03 07 boues aqueuses contenant de l'encre ;
 - 08 03 08 déchets liquides aqueux contenant de l'encre ;
 - 08 03 12* déchets d'encres contenant des substances dangereuses ;
 - 08 03 13 déchets d'encres autres que ceux visés à la rubrique 08 03 12 ;
 - 08 03 14* boues d'encre contenant des substances dangereuses ;
 - 08 03 15 boues d'encre autres que celles visées à la rubrique 08 03 14 ;
 - 08 03 16* déchets de solutions de gravure à l'eau forte
 - 08 03 17* déchets de toner d'impression contenant des substances dangereuses ;
 - 08 03 18 déchets de toner d'impression autres que ceux visés à la rubrique 08 03 17 ;
 - 08 03 19* huiles dispersées ;
 - 08 03 99 déchets non spécifiés ailleurs.
- 08 04 Déchets provenant de la FFDU de colles et mastics (y compris produits d'étanchéité) :
 - 08 04 09* déchets de colles et mastics contenant des solvants organiques ou d'autres substances dangereuses ;
 - 08 04 10 déchets de colles et mastics autres que ceux visés à la rubrique 08 04 09 ;
 - 08 04 11 boues de colles et mastics contenant des solvants organiques ou d'autres substances dangereuses ;
 - 08 04 12 boues de colles et mastics autres que celles visées à la rubrique 08 04 11 ;
 - 08 04 13* boues aqueuses contenant des colles ou mastics contenant des solvants organiques ou d'autres substances dangereuses ;
 - 08 04 14 boues aqueuses contenant des colles et mastics autres que celles visées à la rubrique 08 04 13 ;
 - 08 04 15* déchets liquides aqueux contenant des colles ou mastics contenant des solvants organiques ou d'autres substances dangereuses ;
 - 08 04 16 déchets liquides aqueux contenant des colles ou mastics autres que ceux visés à la rubrique 08 04 15 ;
 - 08 04 17* huiles de résine ;
 - 08 04 99 déchets non spécifiés ailleurs.
- 08 05 Déchets non spécifiés ailleurs dans le chapitre 08 :
 - 08 05 01* déchets d'isocyanates.

09 Déchets provenant de l'industrie photographique :

- 09 01 Déchets de l'industrie photographique :
 - 09 01 01* bains de développement aqueux contenant un activateur ;
 - 09 01 02* bains de développement aqueux pour plaques offset ;
 - 09 01 03* bains de développement contenant des solvants ;
 - 09 01 04* bains de fixation ;
 - 09 01 05* bains de blanchiment et bains de blanchiment/fixation ;
 - 09 01 06* déchets contenant de l'argent provenant du traitement in situ des déchets photographiques ;
 - 09 01 07 pellicules et papiers photographiques contenant de l'argent ou des composés de l'argent ;
 - 09 01 08 pellicules et papiers photographiques sans argent ni composés de l'argent ;
 - 09 01 10 appareils photographiques à usage unique sans piles ;
 - 09 01 13* déchets liquides aqueux provenant de la récupération in situ de l'argent autres que ceux visés à la rubrique 09 01 06 ;
 - 09 01 99 déchets non spécifiés ailleurs.

10 Déchets provenant de procédés thermiques :

- 10 01 Déchets provenant de centrales électriques et autres installations de combustion (sauf chapitre 19) ;
- 10 01 01 mâchefers, scories et cendres sous chaudière (sauf cendres sous chaudière visées à la rubrique 10 01 04) ;
- 10 01 02 cendres volantes de charbon ;
- 10 01 03 cendres volantes de tourbe et de bois non traité ;
- 10 01 04* cendres volantes et cendres sous chaudière d'hydrocarbures ;
- 10 01 05 déchets solides de réactions basées sur le calcium, provenant de la désulfuration des gaz de fumée ;
- 10 01 07 boues de réactions basées sur le calcium, provenant de la désulfuration des gaz de fumée ;
- 10 01 09* acide sulfurique ;
- 10 01 13* cendres volantes provenant d'hydrocarbures émulsifiés employés comme combustibles ;
- 10 01 14* mâchefers, scories et cendres sous chaudière provenant de la coïncinération contenant des substances dangereuses ;
- 10 01 15 mâchefers, scories et cendres sous chaudière provenant de la coïncinération autres que ceux visés à la rubrique 10 01 14 ;
- 10 01 16* cendres volantes provenant de la coïncinération contenant des substances dangereuses ;
- 10 01 17 cendres volantes provenant de la coïncinération autres que celles visées à la rubrique 10 01 16 ;
- 10 01 18* déchets provenant de l'épuration des gaz contenant des substances dangereuses ;
- 10 01 19 déchets provenant de l'épuration des gaz autres que ceux visés aux rubriques 10 01 05, 10 01 07 et 10 01 18 ;
- 10 01 20* boues provenant du traitement in situ des effluents contenant des substances dangereuses ;
- 10 01 21 boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 10 01 20
- 10 01 22* boues aqueuses provenant du nettoyage des chaudières contenant des substances dangereuses ;
- 10 01 23 boues aqueuses provenant du nettoyage des chaudières autres que celles visées à la rubrique 10 01 22 ;
- 10 01 24 sables provenant de lits fluidisés ;
- 10 01 25 déchets provenant du stockage et de la préparation des combustibles des centrales à charbon ;
- 10 01 26 déchets provenant de l'épuration des eaux de refroidissement ;
- 10 01 99 déchets non spécifiés ailleurs.
- 10 02 Déchets provenant de l'industrie du fer et de l'acier :
- 10 02 01 déchets de laitiers de hauts fourneaux et d'aciéries ;
- 10 02 02 laitiers non traités ;
- 10 02 07* déchets solides provenant de l'épuration des fumées contenant des substances dangereuses ;
- 10 02 08 déchets solides provenant de l'épuration des fumées autres que ceux visés à la rubrique 10 02 07 ;
- 10 02 10 battitures de laminoir ;
- 10 02 11* déchets provenant de l'épuration des eaux de refroidissement contenant des hydrocarbures ;
- 10 02 12 déchets provenant de l'épuration des eaux de refroidissement autres que ceux visés à la rubrique 10 02 11 ;
- 10 02 13* boues et gâteaux de filtration provenant de l'épuration des fumées contenant des substances dangereuses ;
- 10 02 14 boues et gâteaux de filtration provenant de l'épuration des fumées autres que ceux visés à la rubrique 10 02 13 ;
- 10 02 15 autres boues et gâteaux de filtration ;
- 10 02 99 déchets non spécifiés ailleurs.
- 10 03 Déchets de la pyrométallurgie de l'aluminium :
- 10 03 02 déchets d'anodes ;
- 10 03 04* scories provenant de la production primaire ;
- 10 03 05 déchets d'alumine ;
- 10 03 08* scories salées de production secondaire ;
- 10 03 09* crasses noires de production secondaire ;
- 10 03 15* écumes inflammables ou émettant, au contact de l'eau, des gaz inflammables en quantités dangereuses ;
- 10 03 16 écumes autres que celles visées à la rubrique 10 03 15 ;
- 10 03 17* déchets goudronnés provenant de la fabrication des anodes ;
- 10 03 18 déchets carbonés provenant de la fabrication des anodes autres que ceux visés à la rubrique 10 03 17 ;
- 10 03 19* poussières de filtration des fumées contenant des substances dangereuses ;
- 10 03 20 poussières de filtration des fumées autres que celles visées à la rubrique 10 03 19 ;
- 10 03 21* autres fines et poussières (y compris fines de broyage de crasses) contenant des substances dangereuses ;
- 10 03 22 autres fines et poussières (y compris fines de broyage de crasses) autres que celles visées à la rubrique 10 03 21 ;
- 10 03 23* déchets solides provenant de l'épuration des fumées contenant des substances dangereuses ;
- 10 03 24 déchets solides provenant de l'épuration des fumées autres que ceux visés à la rubrique 10 03 23 ;
- 10 03 25* boues et gâteaux de filtration provenant de l'épuration des fumées contenant des substances dangereuses ;
- 10 03 26 boues et gâteaux de filtration provenant de l'épuration des fumées autres que ceux visés à la rubrique 10 03 25 ;
- 10 03 27* déchets provenant de l'épuration des eaux de refroidissement contenant des hydrocarbures ;
- 10 03 28 déchets provenant de l'épuration des eaux de refroidissement autres que ceux visés à la rubrique 10 03 27 ;
- 10 03 29* déchets provenant du traitement des scories salées et du traitement des crasses noires contenant des substances dangereuses ;
- 10 03 30 déchets provenant du traitement des scories salées et du traitement des crasses noires autres que ceux visés à la rubrique 10 03 29 ;
- 10 03 99 déchets non spécifiés ailleurs.
- 10 04 Déchets provenant de la pyrométallurgie du plomb :
- 10 04 01* scories provenant de la production primaire et secondaire ;
- 10 04 02* crasses et écumes provenant de la production primaire et secondaire ;
- 10 04 03* arséniate de calcium ;
- 10 04 04* poussières de filtration des fumées ;
- 10 04 05* autres fines et poussières ;

10 04 06*déchets solides provenant de l'épuration des fumées ;
 10 04 07*boues et gâteaux de filtration provenant de l'épuration des fumées ;
 10 04 09*déchets provenant de l'épuration des eaux de refroidissement contenant des hydrocarbures ;
 10 04 10 déchets provenant de l'épuration des eaux de refroidissement autres que ceux visés à la rubrique 10 04 09 ;
 10 04 99déchets non spécifiés ailleurs.
 10 05 Déchets provenant de la pyrométallurgie du zinc :
 10 05 01scories provenant de la production primaire et secondaire ;
 10 05 03*poussières de filtration des fumées ;
 10 05 04autres fines et poussières ;
 10 05 05*déchets solides provenant de l'épuration des fumées ;
 10 05 06* boues et gâteaux de filtration provenant de l'épuration des fumées ;
 10 05 08*déchets provenant de l'épuration des eaux de refroidissement contenant des hydrocarbures ;
 10 05 09 déchets provenant de l'épuration des eaux de refroidissement autres que ceux visés à la rubrique 10 05 08 ;
 10 05 10*crasses et écumes inflammables ou émettant, au contact de l'eau, des gaz inflammables en quantités dangereuses ;
 10 05 11crasses et écumes autres que celles visées à la rubrique 10 05 10 ;
 10 05 99 déchets non spécifiés ailleurs.
 10 06 Déchets provenant de la pyrométallurgie du cuivre :
 10 06 01scories provenant de la production primaire et secondaire ;
 10 06 02crasses et écumes provenant de la production primaire et secondaire ;
 10 06 03*poussières de filtration des fumées ;
 10 06 04 autres fines et poussières ;
 10 06 06*déchets solides provenant de l'épuration des fumées ;
 10 06 07* boues et gâteaux de filtration provenant de l'épuration des fumées ;
 10 06 09*déchets provenant de l'épuration des eaux de refroidissement contenant des hydrocarbures ;
 10 06 10 déchets provenant de l'épuration des eaux de refroidissement autres que ceux visés à la rubrique 10 06 09 ;
 10 06 99déchets non spécifiés ailleurs.
 10 07 Déchets provenant de la pyrométallurgie de l'argent, de l'or et du platine :
 10 07 01scories provenant de la production primaire et secondaire ;
 10 07 02 crasses et écumes provenant de la production primaire et secondaire ;
 10 07 03 déchets solides provenant de l'épuration des fumées ;
 10 07 04 autres fines et poussières ;
 10 07 05 boues et gâteaux de filtration provenant de l'épuration des fumées ;
 10 07 07*déchets provenant de l'épuration des eaux de refroidissement contenant des hydrocarbures ;
 10 07 08 déchets provenant de l'épuration des eaux de refroidissement autres que ceux visés à la rubrique 10 07 07 ;
 10 07 99 déchets non spécifiés ailleurs.
 10 08 Déchets provenant de la pyrométallurgie d'autres métaux non ferreux :
 10 08 04 fines et poussières ;
 10 08 08*scories salées provenant de la production primaire et secondaire ;
 10 08 09 autres scories ;
 10 08 10*crasses et écumes inflammables ou émettant, au contact de l'eau, des gaz inflammables en quantités dangereuses ;
 10 08 11crasses et écumes autres que celles visées à la rubrique 10 08 10 ;
 10 08 12*déchets goudronnés provenant de la fabrication des anodes ;
 10 08 13déchets carbonés provenant de la fabrication des anodes autres que ceux visés à la rubrique 10 08 12 ;
 10 08 14 déchets d'anode ;
 10 08 15*poussières de filtration des fumées contenant des substances dangereuses ;
 10 08 16 poussières de filtration des fumées autres que celles visées à la rubrique 10 08 15 ;
 10 08 17* boues et gâteaux de filtration provenant de l'épuration des fumées contenant des substances dangereuses ;
 10 08 18 boues et gâteaux de filtration provenant de l'épuration des fumées autres que ceux visés à la rubrique 10 08 17 ;
 10 08 19* déchets provenant de l'épuration des eaux de refroidissement contenant des hydrocarbures ;
 10 08 20 déchets provenant de l'épuration des eaux de refroidissement autres que ceux visés à la rubrique 10 08 19 ;
 10 08 99 déchets non spécifiés ailleurs.
 10 09 Déchets de fonderie de métaux ferreux :
 10 09 03 laitiers de four de fonderie ;
 10 09 05* noyaux et moules de fonderie n'ayant pas subi la coulée contenant des substances dangereuses ;
 10 09 06 noyaux et moules de fonderie n'ayant pas subi la coulée autres que ceux visés à la rubrique 10 09 05 ;
 10 09 07*noyaux et moules de fonderie ayant subi la coulée contenant des substances dangereuses ;
 10 09 08 noyaux et moules de fonderie ayant subi la coulée autres que ceux visés à la rubrique 10 09 07 ;
 10 09 09*poussières de filtration des fumées contenant des substances dangereuses ;
 10 09 10 poussières de filtration des fumées autres que celles visées à la rubrique 10 09 09 ;
 10 09 11*autres fines contenant des substances dangereuses ;
 10 09 12 autres fines non visées à la rubrique 10 09 11 ;
 10 09 13*déchets de liants contenant des substances dangereuses ;
 10 09 14 déchets de liants autres que ceux visés à la rubrique 10 09 13 ;
 10 09 15* révélateur de criques usagé contenant des substances dangereuses ;
 10 09 16 révélateur de criques usagé autre que celui visé à la rubrique 10 09 15 ;
 10 09 99 déchets non spécifiés ailleurs.
 10 10 Déchets de fonderie de métaux non ferreux :
 10 10 03 laitiers de four de fonderie ;
 10 10 05*noyaux et moules de fonderie n'ayant pas subi la coulée contenant des substances dangereuses ;

10 10 06 noyaux et moules de fonderie n'ayant pas subi la coulée autres que ceux visés à la rubrique 10 10 05 ;
 10 10 07*noyaux et moules de fonderie ayant subi la coulée contenant des substances dangereuses ;
 10 10 08 noyaux et moules de fonderie ayant subi la coulée autres que ceux visés à la rubrique 10 10 07 ;
 10 10 09*poussières de filtration des fumées contenant des substances dangereuses ;
 10 10 10 poussières de filtration des fumées autres que celles visées à la rubrique 10 10 09 ;
 10 10 11*autres fines contenant des substances dangereuses ;
 10 10 12 autres fines non visées à la rubrique 10 10 11 ;
 10 10 13*déchets de liants contenant des substances dangereuses ;
 10 10 14 déchets de liants autres que ceux visés à la rubrique 10 10 13 ;
 10 10 15*révéléateur de criques usagé contenant des substances dangereuses ;
 10 10 16 révéléateur de criques usagé autre que celui visé à la rubrique 10 10 15 ;
 10 10 99 déchets non spécifiés ailleurs.
 10 11 Déchets provenant de la fabrication du verre et des produits verriers :
 10 11 03 déchets de matériaux à base de fibre de verre ;
 10 11 05 fines et poussières ;
 10 11 09* déchets de préparation avant cuisson contenant des substances dangereuses ;
 10 11 10 déchets de préparation avant cuisson autres que ceux visés à la rubrique 10 11 09 ;
 10 11 11*petites particules de déchets de verre et poudre de verre contenant des métaux lourds (par exemple, tubes cathodiques)
 10 11 12 déchets de verre autres que ceux visés à la rubrique 10 11 11 ;
 10 11 13* boues de polissage et de meulage du verre contenant des substances dangereuses ;
 10 11 14 boues de polissage et de meulage du verre autres que celles visées à la rubrique 10 11 13 ;
 10 11 15* déchets solides provenant de l'épuration des fumées contenant des substances dangereuses ;
 10 11 16 déchets solides provenant de l'épuration des fumées autres que ceux visés à la rubrique 10 11 15 ;
 10 11 17* boues et gâteaux de filtration provenant de l'épuration des fumées contenant des substances dangereuses ;
 10 11 18 boues et gâteaux de filtration provenant de l'épuration des fumées autres que ceux visés à la rubrique 10 11 17 ;
 10 11 19*déchets solides provenant du traitement in situ des effluents contenant des substances dangereuses ;
 10 11 20 déchets solides provenant du traitement in situ des effluents autres que ceux visés à la rubrique 10 11 19 ;
 10 11 99 déchets non spécifiés ailleurs.
 10 12 Déchets provenant de la fabrication des produits en céramique, briques, carrelage et matériaux de construction :
 10 12 01déchets de préparation avant cuisson ;
 10 12 03 fines et poussières ;
 10 12 05 boues et gâteaux de filtration provenant de l'épuration des fumées ;
 10 12 06 moules déclassés ;
 10 12 08 déchets de produits en céramique, briques, carrelage et matériaux de construction (après cuisson)
 10 12 09*déchets solides provenant de l'épuration des fumées contenant des substances dangereuses ;
 10 12 10 déchets solides provenant de l'épuration des fumées autres que ceux visés à la rubrique 10 12 09 ;
 10 12 11*déchets d'émaillage contenant des métaux lourds ;
 10 12 12 déchets d'émaillage autres que ceux visés à la rubrique 10 12 11 ;
 10 12 13 boues provenant du traitement in situ des effluents ;
 10 12 99 déchets non spécifiés ailleurs.
 10 13 Déchets provenant de la fabrication de ciment, chaux et plâtre et d'articles et produits dérivés
 10 13 01déchets de préparation avant cuisson ;
 10 13 04 déchets de calcination et d'hydratation de la chaux ;
 10 13 06 fines et poussières (sauf rubriques 10 13 12 et 10 13 13) ;
 10 13 07 boues et gâteaux de filtration provenant de l'épuration des fumées ;
 10 13 10 déchets provenant de la fabrication d'amiante-ciment autres que ceux visés à la rubrique 10 13 09 ;
 10 13 11déchets provenant de la fabrication de matériaux composites à base de ciment autres que ceux visés aux rubriques 10 13 09 et 10 13 10 ;
 10 13 12*déchets solides provenant de l'épuration des fumées contenant des substances dangereuses ;
 10 13 13 déchets solides provenant de l'épuration des fumées autres que ceux visés à la rubrique 10 13 12 ;
 10 13 14 déchets et boues de béton ;
 10 13 99 déchets non spécifiés ailleurs.
 10 14 Déchets de crématrices :
 10 14 01*déchets provenant de l'épuration des fumées contenant du mercure .

11 Déchets provenant du traitement chimique de surface et du revêtement des métaux et autres matériaux, et de l'hydrométallurgie des métaux non ferreux :

11 01 Déchets provenant du traitement chimique de surface et du revêtement des métaux et autres matériaux (par exemple, procédés de galvanisation, de revêtement de zinc, de décapage, de gravure, de phosphatation, de dégraissage alcalin et d'anodisation) :

11 01 05*acides de décapage ;
 11 01 06*acides non spécifiés ailleurs ;
 11 01 07* bases de décapage ;
 11 01 08*boues de phosphatation ;
 11 01 09* boues et gâteaux de filtration contenant des substances dangereuses ;
 11 01 10 boues et gâteaux de filtration autres que ceux visés à la rubrique 11 01 09 ;
 11 01 11*liquides aqueux de rinçage contenant des substances dangereuses ;

- 11 01 12 liquides aqueux de rinçage autres que ceux visés à la rubrique 11 01 11 ;
- 11 01 13* déchets de dégraissage contenant des substances dangereuses ;
- 11 01 14 déchets de dégraissage autres que ceux visés à la rubrique 11 01 13 ;
- 11 01 15* éluats et boues provenant des systèmes à membrane et des systèmes d'échange d'ions contenant des substances dangereuses ;
- 11 01 16* résines échangeuses d'ions saturées ou usées ;
- 11 01 98* autres déchets contenant des substances dangereuses ;
- 11 01 99 déchets non spécifiés ailleurs.
- 11 02 Déchets provenant des procédés hydrométallurgiques des métaux non ferreux :
- 11 02 02* boues provenant de l'hydrométallurgie du zinc (y compris jarosite et goethite) ;
- 11 02 03 déchets provenant de la production d'anodes pour les procédés d'électrolyse aqueuse
- 11 02 05* déchets provenant des procédés hydrométallurgiques du cuivre contenant des substances dangereuses ;
- 11 02 06 déchets provenant des procédés hydrométallurgiques du cuivre autres que ceux visés à la rubrique 11 02 05 ;
- 11 02 07* autres déchets contenant des substances dangereuses ;
- 11 02 99 déchets non spécifiés ailleurs.
- 11 05 Déchets provenant de la galvanisation à chaud :
- 11 05 01 mattes ;
- 11 05 02 cendres de zinc ;
- 11 05 03* déchets solides provenant de l'épuration des fumées ;
- 11 05 04* Flux utilisé ;
- 11 05 99 Déchets non spécifiés ailleurs.

12 Déchets provenant de la mise en forme du traitement physique et mécanique de surface des métaux et matières plastiques :

- 12 01 Déchets provenant de la mise en forme et du traitement mécanique et physique de surface des métaux et matières plastiques :
- 12 01 01 limaille et chutes de métaux ferreux ;
- 12 01 02 fines et poussières de métaux ferreux ;
- 12 01 03 limaille et chutes de métaux non ferreux ;
- 12 01 04 fines et poussières de métaux non ferreux ;
- 12 01 05 déchets de matières plastiques d'ébarbage et de tournage ;
- 12 01 06* huiles d'usinage à base minérale contenant des halogènes (pas sous forme d'émulsions ou de solutions) ;
- 12 01 07* huiles d'usinage à base minérale sans halogènes (pas sous forme d'émulsions ou de solutions) ;
- 12 01 08* émulsions et solutions d'usinage contenant des halogènes ;
- 12 01 09* émulsions et solutions d'usinage sans halogènes ;
- 12 01 10* huiles d'usinage de synthèse ;
- 12 01 12* déchets de cires et graisses ;
- 12 01 13 déchets de soudure ;
- 12 01 14* boues d'usinage contenant des substances dangereuses ;
- 12 01 15 boues d'usinage autres que celles visées à la rubrique 12 01 14 ;
- 12 01 16* déchets de grenailage, contenant des substances dangereuses ;
- 12 01 17 déchets de grenailage autres que ceux visés à la rubrique 12 01 16 ;
- 12 01 18* boues métalliques (provenant du meulage et de l'affûtage) contenant des hydrocarbures ;
- 12 01 19* huiles d'usinage facilement biodégradables ;
- 12 01 20* déchets de meulage et matériaux de meulage contenant des substances dangereuses ;
- 12 01 21 déchets de meulage et matériaux de meulage autres que ceux visés à la rubrique 12 01 20 ;
- 12 01 99 déchets non spécifiés ailleurs.
- 12 03 Déchets provenant du dégraissage à l'eau et à la vapeur (sauf chapitre 11) :
- 12 03 01* liquides aqueux de nettoyage ;
- 12 03 02* déchets du dégraissage à la vapeur.

13 Huiles et combustibles liquides usagés (sauf huiles alimentaires et huiles figurant aux chapitres 05, 12 et 19)

- 13 01 Huiles hydrauliques usagées :
- 13 01 04* autres huiles hydrauliques chlorées (émulsions) ;
- 13 01 05* huiles hydrauliques non chlorées (émulsions) ;
- 13 01 09* huiles hydrauliques chlorées à base minérale ;
- 13 01 10* huiles hydrauliques non chlorées à base minérale ;
- 13 01 11* huiles hydrauliques synthétiques ;
- 13 01 12* huiles hydrauliques facilement biodégradables ;
- 13 01 13* autres huiles hydrauliques.
- 13 02 Huiles moteur, de boîte de vitesses et de lubrification usagées :
- 13 02 04* huiles moteur, de boîte de vitesses et de lubrification chlorées à base minérale ;
- 13 02 05* huiles moteur, de boîte de vitesses et de lubrification non chlorées à base minérale ;
- 13 02 06* huiles moteur, de boîte de vitesses et de lubrification synthétiques ;
- 13 02 07* huiles moteur, de boîte de vitesses et de lubrification facilement biodégradables ;
- 13 02 08* autres huiles moteur, de boîte de vitesses et de lubrification.
- 13 03 Huiles isolantes et fluides caloporteurs usagés :
- 13 03 06* huiles isolantes et fluides caloporteurs chlorés à base minérale autres que ceux visés à la rubrique 13 03 01 ;
- 13 03 07* huiles isolantes et fluides caloporteurs non chlorés à base minérale ;
- 13 03 08* huiles isolantes et fluides caloporteurs synthétiques ;
- 13 03 09* huiles isolantes et fluides caloporteurs facilement biodégradables ;

- 13 03 10*autres huiles isolantes et fluides caloporteurs.
- 13 04 Hydrocarbures de fond de cale :
- 13 04 01* hydrocarbures de fond de cale provenant de la navigation fluviale ;
- 13 04 02* hydrocarbures de fond de cale provenant de canalisations de mûles ;
- 13 04 03* hydrocarbures de fond de cale provenant d'un autre type de navigation.
- 13 05 Contenu de séparateurs eau/hydrocarbures :
- 13 05 01*déchets solides provenant de dessableurs et de séparateurs eau/hydrocarbures ;
- 13 05 02* boues provenant de séparateurs eau/hydrocarbures ;
- 13 05 03*boues provenant de déshuileurs ;
- 13 05 06*hydrocarbures provenant de séparateurs eau/hydrocarbures ;
- 13 05 07*eau mélangée à des hydrocarbures provenant de séparateurs eau/hydrocarbures ;
- 13 05 08*mélanges de déchets provenant de dessableurs et de séparateurs eau/hydrocarbures.
- 13 07 Combustibles liquides usagés :
- 13 07 01*fioul et gazole ;
- 13 07 02*essence ;
- 13 07 03*autres combustibles (y compris mélanges).
- 13 08 Huiles usagées non spécifiées ailleurs :
- 13 08 01* boues ou émulsions de dessalage ;
- 13 08 02*autres émulsions ;
- 13 08 99*déchets non spécifiés ailleurs.

14 Déchets de solvants organiques, d'agents réfrigérants et propulseurs (sauf chapitres 07 et 08) :

- 14 06 Déchets de solvants, d'agents réfrigérants et d'agents propulseurs d'aérosols/de mousses organiques :
- 14 06 02* autres solvants et mélanges de solvants halogénés;
- 14 06 03autres solvants et mélanges de solvants ;
- 14 06 04* boues ou déchets solides contenant des solvants halogénés ;
- 14 06 05*boues ou déchets solides contenant d'autres solvants.

15 Emballages et déchets d'emballages, absorbants, chiffons d'essuyage, matériaux filtrants et vêtements de protection non spécifiés ailleurs :

- 15 01 Emballages et déchets d'emballages (y compris les déchets d'emballages municipaux collectés séparément) :
- 15 01 01emballages en papier/carton ;
- 15 01 02 emballages en matières plastiques ;
- 15 01 03 emballages en bois ;
- 15 01 04 emballages métalliques ;
- 15 01 05 emballages composites ;
- 15 01 06 emballages en mélange ;
- 15 01 07 emballages en verre ;
- 15 01 09 emballages textiles ;
- 15 01 10*emballages contenant des résidus de substances dangereuses ou contaminés par de tels résidus ;
- 15 02 Absorbants, matériaux filtrants, chiffons d'essuyage et vêtements de protection :
- 15 02 02*absorbants, matériaux filtrants (y compris les filtres à huile non spécifiés ailleurs), chiffons d'essuyage et vêtements de protection contaminés par des substances dangereuses ;
- 15 02 03absorbants, matériaux filtrants, chiffons d'essuyage et vêtements de protection autres que ceux visés à la rubrique 15 02 02.

16 Déchets non décrits ailleurs dans la liste :

- 16 01 Véhicules hors d'usage de différents moyens de transport (y compris machines tous terrains) et déchets provenant du démontage de véhicules hors d'usage et de l'entretien de véhicules (sauf chapitres 13, 14 et sections 16 06 et 16 08) :
- 16 01 03 pneus hors d'usage ;
- 16 01 07*filtres à huile ;
- 16 01 08*composants contenant du mercure ;
- 16 01 12 patins de freins autres que ceux visés à la rubrique 16 01 11 ;
- 16 01 13*liquides de frein ;
- 16 01 14*antigels contenant des substances dangereuses ;
- 16 01 15 antigels autres que ceux visés à la rubrique 16 01 14 ;
- 16 01 16 réservoirs de gaz liquéfié ;
- 16 01 17 métaux ferreux ;
- 16 01 18 métaux non ferreux ;
- 16 01 19 matières plastiques ;
- 16 01 20 verre ;
- 16 01 21*composants dangereux autres que ceux visés aux rubriques 16 01 07 à 16 01 11, 16 01 13 et 16 01 14 ;
- 16 01 22 composants non spécifiés ailleurs ;
- 16 01 99 déchets non spécifiés ailleurs.
- 16 03 Loupés de fabrication et produits non utilisés :
- 16 03 03*déchets d'origine minérale contenant des substances dangereuses ;
- 16 03 04 déchets d'origine minérale autres que ceux visés à la rubrique 16 03 03 ;

16 03 05* déchets d'origine organique contenant des substances dangereuses ;
 16 03 06 déchets d'origine organique autres que ceux visés à la rubrique 16 03 05.
 16 05 Gaz en récipients à pression et produits chimiques mis au rebut :
 16 05 04* gaz en récipients à pression (y compris les halons) contenant des substances dangereuses ;
 16 05 05 gaz en récipients à pression autres que ceux visés à la rubrique 16 05 04 ;
 16 05 06* produits chimiques de laboratoire à base de ou contenant des substances dangereuses, y compris les mélanges de produits chimiques de laboratoire ;
 16 05 07* produits chimiques d'origine minérale à base de ou contenant des substances dangereuses, mis au rebut ;
 16 05 08* produits chimiques d'origine organique à base de ou contenant des substances dangereuses, mis au rebut ;
 16 05 09 produits chimiques mis au rebut autres que ceux visés aux rubriques 16 05 06, 16 05 07 ou 16 05 08.
 16 07 Déchets provenant du nettoyage de cuves et fûts de stockage et de transport (sauf chapitres 05 et 13) :
 16 07 08* déchets contenant des hydrocarbures ;
 16 07 09* déchets contenant d'autres substances dangereuses ;
 16 07 99 déchets non spécifiés ailleurs.
 16 08 Catalyseurs usés :
 16 08 01 catalyseurs usés contenant de l'or, de l'argent, du rhénium, du rhodium, du palladium ; de l'iridium ou du platine (sauf rubrique 16 08 07) ;
 16 08 02* catalyseurs usés contenant des métaux ou composés de métaux de transition (3) dangereux ;
 16 08 03 catalyseurs usés contenant des métaux ou composés de métaux de transition non spécifiés ailleurs ;
 16 08 04 catalyseurs usés de craquage catalytique sur lit fluide (sauf rubrique 16 08 07) ;
 16 08 05* catalyseurs usés contenant de l'acide phosphorique ;
 16 08 06* liquides usés employés comme catalyseurs ;
 16 08 07* catalyseurs usés contaminés par des substances dangereuses.
 16 09 Substances oxydantes :
 16 09 01* permanganates, par exemple, permanganate de potassium ;
 16 09 02* chromates, par exemple, chromate de potassium, dichromate de sodium ou de potassium ;
 16 09 03* peroxydes, par exemple, peroxyde d'hydrogène
 16 09 04* substances oxydantes non spécifiées ailleurs.
 16 10 Déchets liquides aqueux destinés à un traitement hors site :
 16 10 01* déchets liquides aqueux contenant des substances dangereuses ;
 16 10 02 déchets liquides aqueux autres que ceux visés à la rubrique 16 10 01 ;
 16 10 03* concentrés aqueux contenant des substances dangereuses ;
 16 10 04 concentrés aqueux autres que ceux visés à la rubrique 16 10 03.
 16 11 Déchets de revêtements de fours et réfractaires :
 16 11 01* revêtements de fours et réfractaires à base de carbone provenant de procédés métallurgiques contenant des substances dangereuses ;
 16 11 02 revêtements de fours et réfractaires à base de carbone provenant de procédés métallurgiques autres que ceux visés à la rubrique 16 11 01 ;
 16 11 03* autres revêtements de fours et réfractaires provenant de procédés, métallurgiques contenant des substances dangereuses ;
 16 11 04 autres revêtements de fours et réfractaires provenant de procédés, métallurgiques non visés à la rubrique 16 11 03 ;
 16 11 05* revêtements de fours et réfractaires provenant de procédés non métallurgiques contenant des substances dangereuses ;
 16 11 06 revêtements de fours et réfractaires provenant de procédés non métallurgiques autres que ceux visés à la rubrique 16 11 05.

17 Déchets de construction et de démolition (y compris déblais provenant de sites contaminés) :

17 01 Béton, briques, tuiles et céramiques :
 17 01 01 béton ;
 17 01 02 briques ;
 17 01 03 tuiles et céramiques ;
 17 01 06* mélanges ou fractions séparées de béton, briques, tuiles et céramiques contenant des substances dangereuses ;
 17 01 07 mélanges de béton, briques, tuiles et céramiques autres que ceux visés à la rubrique 17 01 06.
 17 02 Bois, verre et matières plastiques ;
 17 02 01 bois ;
 17 02 02 verre ;
 17 02 03 matières plastiques ;
 17 02 04* bois, verre et matières plastiques contenant des substances dangereuses ou contaminés par de telles substances.
 17 03 Mélanges bitumineux, goudron et produits goudronnés :
 17 03 01* mélanges bitumineux contenant du goudron ;
 17 03 02 mélanges bitumineux autres que ceux visés à la rubrique 17 03 01 ;
 17 03 03* goudron et produits goudronnés.
 17 04 Métaux (y compris leurs alliages) :
 17 04 09* déchets métalliques contaminés par des substances dangereuses ;
 17 04 10* câbles contenant des hydrocarbures, du goudron ou d'autres substances dangereuses
 17 04 11 câbles autres que ceux visés à la rubrique 17 04 10.
 17 05 Terres (y compris déblais provenant de sites contaminés), cailloux et boues de dragage :
 17 05 03* terres et cailloux contenant des substances dangereuses ;
 17 05 04 terres et cailloux autres que ceux visés à la rubrique 17 05 03 ;
 17 05 05* boues de dragage contenant des substances dangereuses ;

17 05 06 boues de dragage autres que celles visées à la rubrique 17 05 05 ;
 17 05 07*ballast de voie contenant des substances dangereuses ;
 17 05 08 ballast de voie autre que celui visé à la rubrique 17 05 07.
 17 06 Matériaux d'isolation et matériaux de construction contenant de l'amiante ;
 17 06 03*autres matériaux d'isolation à base de ou contenant des substances dangereuses ;
 17 06 04 matériaux d'isolation autres que ceux visés aux rubriques 17 06 01 et 17 06 03 ;
 17 08 Matériaux de construction à base de gypse ;
 17 08 01*matériaux de construction à base de gypse contaminés par des substances dangereuses ;
 17 08 02 matériaux de construction à base de gypse autres que ceux visés à la rubrique 17 08 01.
 17 09 Autres déchets de construction et de démolition ;
 17 09 01*déchets de construction et de démolition contenant du mercure ;
 17 09 03*autres déchets de construction et de démolition (y compris en mélange) contenant des substances dangereuses ;
 17 09 04 déchets de construction et de démolition en mélange autres que ceux visés aux rubriques 17 09 01, 17 09 02 et 17 09 03.

18 Déchets provenant des soins médicaux ou vétérinaires et/ou de la recherche associée (sauf déchets de cuisine et de restauration ne provenant pas directement des soins médicaux) :

18 01 Déchets provenant des maternités, du diagnostic, du traitement ou de la prévention des maladies de l'homme ;
 18 01 06*produits chimiques à base de ou contenant des substances dangereuses ;
 18 01 07produits chimiques autres que ceux visés à la rubrique 18 01 06 ;
 18 01 08*médicaments cytotoxiques et cytostatiques ;
 18 01 09 médicaments autres que ceux visés à la rubrique 18 01 08 ;
 18 02 Déchets provenant de la recherche, du diagnostic, du traitement ou de la prévention des maladies des animaux ;
 18 02 05*produits chimiques à base de ou contenant des substances dangereuses ;
 18 02 06 produits chimiques autres que ceux visés à la rubrique 18 02 05 ;
 18 02 07*médicaments cytotoxiques et cytostatiques ;
 18 02 08 médicaments autres que ceux visés à la rubrique 18 02 07.

19 Déchets provenant des installations de gestion des déchets, des stations d'épuration des eaux usées hors site et de la préparation d'eau destinée à la consommation humaine et d'eau à usage industriel :

19 01 Déchets de l'incinération ou de la pyrolyse de déchets ;
 19 01 05*gâteau de filtration provenant de l'épuration des fumées ;
 19 01 06*déchets liquides aqueux de l'épuration des fumées et autres déchets liquides aqueux
 19 01 07*déchets secs de l'épuration des fumées ;
 19 01 10*charbon actif usé de l'épuration des gaz de fumées ;
 19 01 11*mâchefers contenant des substances dangereuses ;
 19 01 13*cendres volantes contenant des substances dangereuses ;
 19 01 15*cendres sous chaudière contenant des substances dangereuses ;
 19 01 17* déchets de pyrolyse contenant des substances dangereuses ;
 19 01 19 sables provenant de lits fluidisés ;
 19 01 99 déchets non spécifiés ailleurs.
 19 02 Déchets provenant des traitements physicochimiques des déchets (y compris déchromatation, décyanuration, neutralisation) ;
 19 02 03 déchets prémélangés composés seulement de déchets non dangereux ;
 19 02 04*déchets prémélangés contenant au moins un déchet dangereux ;
 19 02 05*boues provenant des traitements physicochimiques contenant des substances dangereuses ;
 19 02 06 boues provenant des traitements physicochimiques autres que celles visées à la rubrique 19 02 05 ;
 19 02 07*hydrocarbures et concentrés provenant d'une séparation ;
 19 02 08* déchets combustibles liquides contenant des substances dangereuses ;
 19 02 09*déchets combustibles solides contenant des substances dangereuses ;
 19 02 10 déchets combustibles autres que ceux visés aux rubriques 19 02 08 et 19 02 09 ;
 19 02 11*autres déchets contenant des substances dangereuses ;
 19 02 99 déchets non spécifiés ailleurs.
 19 03 Déchets stabilisés/solidifiés ;
 19 03 04*déchets catalogués comme dangereux, partiellement stabilisés ;
 19 03 06*déchets catalogués comme dangereux, solidifiés ;
 19 04 Déchets vitrifiés et déchets provenant de la fabrication ;
 19 04 04 déchets liquides aqueux provenant de la trempe des déchets vitrifiés.
 19 05 Déchets de compostage ;
 19 05 03 compost déclassé ;
 19 05 99 déchets non spécifiés ailleurs.
 19 06 Déchets provenant du traitement anaérobie des déchets ;
 19 06 03 liqueurs provenant du traitement anaérobie des déchets municipaux ;
 19 06 04 digestats provenant du traitement anaérobie des déchets municipaux ;
 19 06 99 déchets non spécifiés ailleurs.
 19 07 Lixiviats de décharges ;
 19 07 02* lixiviats de décharges contenant des substances dangereuses ;
 19 07 03 lixiviats de décharges autres que ceux visés à la rubrique 19 07 02.
 19 08 Déchets provenant d'installations de traitement des eaux usées non spécifiés ailleurs ;
 19 08 01 déchets de dégrillage ;

19 08 02 déchets de dessablage ;
 19 08 05 boues provenant du traitement des eaux usées urbaines ;
 19 08 06*résines échangeuses d'ions saturées ou usées ;
 19 08 07*solutions et boues provenant de la régénération des échangeurs d'ions ;
 19 08 08*déchets provenant des systèmes à membrane contenant des métaux lourds ;
 19 08 09 mélanges de graisse et d'huile provenant de la séparation huile/eaux usées ne contenant que des huiles et graisses alimentaires ;
 19 08 10* Mélange de graisse et d'huile provenant de la séparation huile/eaux usées autres que ceux visés à la rubrique 19 08 09 ;
 19 08 11*boues contenant des substances dangereuses provenant du traitement biologique des eaux usées industrielles ;
 19 08 12 boues provenant du traitement biologique des eaux usées industrielles autres que celles visées à la rubrique 19 08 11 ;
 19 08 13*boues contenant des substances dangereuses provenant d'autres traitements des eaux usées industrielles ;
 19 08 14 boues provenant d'autres traitements des eaux usées industrielles autres que celles visées à la rubrique 19 08 13 ;
 19 08 99 déchets non spécifiés ailleurs.
 19 09 Déchets provenant de la préparation d'eau destinée à la consommation humaine ou d'eau à usage industriel :
 19 09 01déchets solides de première filtration et de dégrillage ;
 19 09 02 boues de clarification de l'eau ;
 19 09 03 boues de décarbonatation ;
 19 09 04 charbon actif usé ;
 19 09 05 résines échangeuses d'ions saturées ou usées ;
 19 09 06 solutions et boues provenant de la régénération des échangeurs d'ions ;
 19 09 99 déchets non spécifiés ailleurs.
 19 10 Déchets provenant du broyage de déchets contenant des métaux :
 19 11 01 déchets de fer ou d'acier ;
 19 10 02 déchets de métaux non ferreux ;
 19 10 03*fraction légère des résidus de broyage et poussières contenant des substances dangereuses ;
 19 10 04 fraction légère des résidus de broyage et poussières autres que celles visées à la rubrique 19 10 03 ;
 19 10 05*autres fractions contenant des substances dangereuses ;
 19 10 06 autres fractions autres que celles visées à la rubrique 19 10 05.
 19 11 Déchets provenant de la régénération de l'huile :
 19 11 01*argiles de filtration usées ;
 19 11 02*goudrons acides ;
 19 11 03* déchets liquides aqueux ;
 19 11 04*déchets provenant du nettoyage d'hydrocarbures avec des bases ;
 19 11 05*boues provenant du traitement in situ des effluents contenant des substances dangereuses ;
 19 11 06 boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 19 11 05 ;
 19 11 07*déchets provenant de l'épuration des gaz de combustion ;
 19 11 99 déchets non spécifiés ailleurs.
 19 12 Déchets provenant du traitement mécanique des déchets (par exemple : tri, broyage, compactage, granulation) non spécifiés ailleurs :
 19 12 01 papier et carton ;
 19 12 02 métaux ferreux ;
 19 12 03 métaux non ferreux ;
 19 12 04 matières plastiques et caoutchouc ;
 19 12 05 verre ;
 19 12 06*bois contenant des substances dangereuses ;
 19 12 07 bois autres que ceux visés à la rubrique 19 12 06 ;
 19 12 08 textiles ;
 19 12 09 minéraux (par exemple : sable, cailloux) ;
 19 12 10 déchets combustibles (combustible issu de déchets) ;
 19 12 11*autres déchets (y compris mélanges) provenant du traitement mécanique des déchets contenant des substances dangereuses ;
 19 12 12 autres déchets (y compris mélanges) provenant du traitement mécanique des déchets autres que ceux visés à la rubrique 19 12 11.
 19 13 Déchets provenant de la décontamination des sols et des eaux souterraines :
 19 13 01*déchets solides provenant de la décontamination des sols contenant des substances dangereuses ;
 19 13 02 déchets solides provenant de la décontamination des sols autres que ceux visés à la rubrique 19 13 01 ;
 19 13 03*boues provenant de la décontamination des sols contenant des substances dangereuses ;
 19 13 04 boues provenant de la décontamination des sols autres que celles visées à la rubrique 19 13 03 ;
 19 13 05*boues provenant de la décontamination des eaux souterraines contenant des substances dangereuses ;
 19 13 06 boues provenant de la décontamination des eaux souterraines autres que celles visées à la rubrique 19 13 05 ;
 19 13 07*déchets liquides aqueux et concentrés aqueux provenant de la décontamination des eaux souterraines contenant des substances dangereuses ;
 19 13 08 déchets liquides aqueux et concentrés aqueux provenant de la décontamination des eaux souterraines autres que ceux visés à la rubrique 19 13 07.

20 Déchets municipaux (déchets ménagers et déchets assimilés provenant des commerces, des industries et des administrations) y compris les fractions collectées séparément :

20 01 Fractions collectées séparément (sauf section 15 01) :
20 01 01 papier et carton ;
20 01 02 verre ;
20 01 08 déchets de cuisine et de cantine biodégradables ;
20 01 10 vêtements ;
20 01 11 textiles ;
20 01 13*solvants ;
20 01 14*acides ;
20 01 15*déchets basiques ;
20 01 17*produits chimiques de la photographie ;
20 01 19*pesticides ;
20 01 25 huiles et matières grasses alimentaires ;
20 01 26* huiles et matières grasses autres que celles visées à la rubrique 20 01 25 ;
20 01 27*peinture, encres, colles et résines contenant des substances dangereuses ;
20 01 28 peinture, encres, colles et résines autres que celles visées à la rubrique 20 01 27 ;
20 01 29*détergents contenant des substances dangereuses ;
20 01 30 détergents autres que ceux visés à la rubrique 20 01 29 ;
20 01 31*médicaments cytotoxiques et cytostatiques ;
20 01 32 médicaments autres que ceux visés à la rubrique 20 01 31 ;
20 01 37*bois contenant des substances dangereuses ;
20 01 38 bois autres que ceux visés à la rubrique 20 01 37 ;
20 01 39 matières plastiques ;
20 01 40 métaux ;
20 01 41déchets provenant du ramonage de cheminée ;
20 01 99 autres fractions non spécifiées ailleurs.
20 02 Déchets de jardins et de parcs (y compris les déchets de cimetière) :
20 02 01 déchets biodégradables ;
20 02 02 terres et pierres ;
20 02 03 autres déchets non biodégradables.

Annexe I : Plan de situation des installations